

# Japan Analysis

## La lettre du Japon

**30** Juillet 2013

***Après la victoire du Parti libéral-démocrate aux élections à la Chambre haute, quel agenda pour le gouvernement d'Abe Shinzō ?***

### **ANALYSE DE L'ACTUALITÉ**

1. L'alliance nippon-américaine à l'heure Abe : sommet et polémiques  
- YANN FAVENNEC 5
2. L'Abénomie, retour de la politique traditionnelle du PLD ou nouvelle sortie de crise ?  
- ADRIENNE SALA 16

### **POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ**

3. Entretien avec HONDA ETSURŌ, « Les enjeux au cœur des Abenomics. Pour un scénario de renaissance économique commençant par un « changement de régime », *Gaikō* vol.18, avril 2013, pp. 34-43. (Traduction de Sophie Buhnik, avec la relecture de Nicolas Morishita). 20
4. Entretien avec YACHI SHŌTARŌ, « Au cœur de la stratégie diplomatique d'Abe. Conclure une alliance avec une Asie partageant des valeurs et une philosophie communes », *Gaikō* vol. 18, avril 2013, pp. 26-33. (Traduction de Sophie Buhnik, avec la relecture de Nicolas Morishita). 29



## ÉDITORIAL

### ***Après la victoire du Parti libéral-démocrate aux élections à la Chambre haute, quel agenda pour le gouvernement d'Abe Shinzō ?***

Comme les sondages l'annonçaient, le Parti libéral-démocrate est sorti largement vainqueur des élections sénatoriales du 21 juillet 2013, en remportant 63 des 120 sièges remis en jeu, sur les 242 que compte la Chambre haute. La coalition composée du Parti libéral-démocrate et de son allié le nouveau Kōmeitō dispose ainsi d'une majorité absolue aux deux chambres, une première depuis... 2007, année durant laquelle le Premier ministre Abe Shinzō avait été accusé d'avoir mené le PLD à une défaite inédite aux élections sénatoriales.

Cette victoire en forme de quasi-rédemption survient après que le Premier ministre Abe Shinzō a décoché en juin 2013 la « troisième flèche »<sup>1</sup> très attendue d'un programme qui

---

<sup>1</sup> En qualifiant les trois principales dimensions de son programme économique de « flèches », Abe Shinzō se réfère à une légende de la région de Yamaguchi dont il est originaire : un jour, un seigneur local

entend remodeler l'économie du Japon et réinstaller durablement la croissance dans le pays : soit un plan de modernisation économique et de revitalisation du secteur privé par des commandes publiques et une libéralisation des secteurs innovants, ainsi que le soutien à une plus grande ouverture du pays à l'international. À cette fin, des mesures de dérégulation du marché du travail sont à l'ordre du jour, dont les modalités concrètes restent toutefois indéterminées. Alors que l'euphorie boursière qui a suivi les deux premières « flèches » (dévaluation monétaire et plan de relance par la dépense publique) avait déjà commencé à retomber, les réactions étrangères oscillaient toujours entre, d'une part, le souhait que les Abenomics, par leurs bons résultats, servent d'argument pour s'écarter d'une politique d'austérité (comme celui du président François Hollande qui, lors de sa visite d'État au Japon, a appelé indirectement l'Europe à s'inspirer des décisions prises par le gouvernement Abe) ; et, d'autre part,

aurait demandé à chacun de ses trois fils de briser une flèche, puis de briser trois flèches ensemble, ce qu'aucun d'eux ne parvint à faire, les exhortant ainsi à rester unis pour protéger leur domaine.

la dénonciation d'une fuite en avant et la chronique de la fin annoncée de l'économie japonaise. À l'aune du nombre de sièges gagnés par le PLD, il semble que les électeurs japonais ont plébiscité une politique associant la réaffirmation de la puissance économique japonaise à une rhétorique sensiblement plus nationaliste que celle du gouvernement Noda et surtout des gouvernements de Hatoyama Yukio et Naoto Kan.

Pour autant, le gouvernement d'Abe sait que l'opinion japonaise et internationale craint à présent que le Premier ministre n'utilise ce pouvoir étendu non pas pour donner la priorité à la poursuite de son programme de réformes, mais au bénéfice de son projet de révision du caractère pacifiste de la Constitution de 1947, auquel de nombreux Japonais restent profondément attachés. Et comment concilier le souci du Premier ministre de se rapprocher des États-Unis, dans le cadre d'une alliance élargie soutenue par les pays d'Asie du Sud-est hostiles aux visées maritimes de la Chine, avec un appel à la révision de cette Constitution écrite lors de la période d'occupation du Japon par le commandement suprême des forces alliées ? Bien qu'il ne se soit pas départi d'un nationalisme penchant vers le révisionnisme depuis son arrivée au pouvoir (avec, par exemple, la remise en cause ambiguë des excuses formulées par le Premier ministre Murayama en 1995, ou du verdict du procès de Tokyo de 1946-48...), Abe Shinzō a le souci de renforcer l'alliance stratégique nippo-américaine en Asie-Pacifique, ce qui l'a contraint à se démarquer des provocations aussi outrancières que les remarques du maire d'Osaka, Hashimoto Tōru, sur les femmes de réconfort.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la politique extérieure du gouvernement ait été laissée dans une relative opacité jusqu'au jour des élections. Il était pourtant difficile de ne pas interpréter un discours de

« retour du Japon » sur la scène économique internationale, grâce à une compétitivité accrue et au développement de la présence de ses entreprises en Asie du Sud-est, sans s'intéresser à ses retombées sur les relations de l'archipel avec la Chine et les deux Corées. Au lendemain de la victoire du Parti libéral-démocrate, les interrogations sur l'agenda politique du gouvernement Abe se fixent désormais sur ce dilemme : le gouvernement s'appuiera-t-il sur cette majorité confortée pour matérialiser le programme de réformes structurelles contenu dans la « troisième flèche », ou bien cherchera-t-il avant tout à assouplir les procédures de révision de la Constitution ? Abe Shinzō place l'intérêt national au sommet de sa politique, mais comment défendra-t-il celui-ci dans l'intérêt de la société japonaise ?

Alors que la fin de l'été, période des commémorations de la fin de la Seconde Guerre sino-japonaise et de la Seconde Guerre mondiale en Asie, est porteuse de regains de tensions, et alors que le conflit autour de la souveraineté sur les îles Senkaku/Diaoyu n'est pas apaisé, ce numéro 30 de *Japan Analysis* s'interroge sur les hypothèses d'une réforme structurelle (ou pas) des relations entre le Japon et ses voisins au sein de l'Asie orientale, dans le sillage des premiers mois d'exercice du second gouvernement Abe. Il commence par une analyse de Yann Favennec observant les derniers développements de l'alliance nippo-américaine et des effets que peuvent avoir sur elle la polémique Hashimoto et la tentation séparatiste d'Okinawa. Suit une analyse d'Adrienne Sala sur les premiers effets des annonces du gouvernement Abe sur l'économie et les entreprises japonaises, de plus en plus tournées vers les marchés émergents d'Asie du Sud-est. Enfin, deux traductions d'articles parus dans le volume 18 de la revue trimestrielle *Gaikō (Diplomatie)* font entendre la voix de deux têtes pensantes du cabinet Abe : Honda Etsurō et Yachi Shōtarō,

qui plaident respectivement pour une réforme du fonctionnement de la Banque du Japon et une adhésion « empreinte de réalisme » aux accords de partenariat trans-Pacifique.

**SOPHIE BUHNIK**

# ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

## 1. L'alliance nippo-américaine à l'heure Abe : sommet et polémiques

- **YANN FAVENNEC**

« *Japan is back* ». Tel fut l'intitulé du discours prononcé par Abe Shinzō lors d'une conférence organisée à Washington le 2 février 2013 par le CSIS (Center for Strategic and International Studies), concluant la visite officielle du Premier ministre japonais aux États-Unis<sup>2</sup>. Cette expression, en forme de clin d'œil assez classique à un célèbre film hollywoodien, traduit parfaitement le double objectif que s'était fixé le nouvel homme fort du Japon pour sa première rencontre au sommet avec le Président Obama :

- promouvoir l'image du Japon en tant

<sup>2</sup> « Abe shushō, bōeiriyoku kyōka no hōshin wo dentatsu. Nichibei shunō kaidan » (Sommet nippo-américain : le Premier ministre Abe annonce son intention de renforcer le potentiel de défense du Japon), *The Wall Street Journal* (édition japonaise), 23 décembre 2012, <http://jp.wsj.com/article/SB10001424127887323364604578321270536751786.html#articleTabs%3Darticle>

que grande puissance économique de retour sur la scène internationale après de nombreuses années de stagnation, et dont la résurrection a été rendue possible grâce aux « Abenomics », une politique alliant plan de relance, assouplissement monétaire énergique, et réformes structurelles afin de soutenir la compétitivité de l'économie et des entreprises japonaises ;

- rassurer les États-Unis en affichant sa volonté de renforcer de manière durable l'alliance nippo-américaine, un facteur déterminant de la stabilité régionale en Asie, qui s'était sérieusement détériorée depuis l'arrivée au pouvoir de Hatoyama Yukio et du Parti démocrate japonais en 2009.

On peut plus ou moins affirmer qu'Abe Shinzō a obtenu le résultat recherché : il a en effet réussi à obtenir le précieux soutien de l'allié américain<sup>3</sup> afin de poursuivre ses réformes

<sup>3</sup> « Obama-shi, Abenomikusu ni rikai shimesu : Nichibei shunō kaidan » (Sommet nippo-américain :

économiques, sévèrement critiquées par certains pays industrialisés (notamment l'Allemagne et la Corée du Sud) soucieux des conséquences que celles-ci pourraient indirectement entraîner sur leurs propres exportations. Sur les questions de défense et de sécurité, le Premier ministre est parvenu à obtenir des garanties de la part du Président Obama concernant le soutien militaire américain au Japon, dans l'hypothèse d'un conflit armé avec la Chine – même si celle-ci n'a pas été nommément désignée – qui découlerait de la dispute territoriale sino-japonaise au sujet des îles Senkaku/Diaoyu. Toutefois, si le Président Obama a affirmé que ces îles entraient dans la sphère d'application du traité de sécurité nippo-américain, il s'est abstenu de tout commentaire sur le litige territorial en lui-même, et s'est refusé à reconnaître explicitement la souveraineté de l'un des prétendants sur ces territoires<sup>4</sup>, réitérant ainsi la position américaine. Il a par ailleurs exhorté le Premier ministre japonais à adopter un comportement responsable en évitant toute tension superflue avec la Chine sur cette question. Abe a simplement répondu que le Japon continuerait à faire preuve de sang-froid<sup>5</sup>, privilégiant la poursuite du dialogue avec le voisin chinois.

---

Obama affiche sa compréhension vis-à-vis des Abenomics), *Asahi Shimbun*, 23 février 2013, <http://www.asahi.com/business/update/0223/TKY201302230178.html?ref=reca>.

<sup>4</sup> « Abe-Obama kaidan, seikō demo nokosareta nichibeī dōmei no kenen » (Inquiétudes au sujet de l'alliance nippo-américaine malgré la réussite de la rencontre Abe-Obama), *Japan Yahoo News*, 4 mars 2013, <http://zasshi.news.yahoo.co.jp/article?a=20130304-00000000-sbunshun-int>.

<sup>5</sup> « Nichibeī shunō kaidan : Senkaku mondai de Nippon ha reisei ni taiō to setsumeī, Abe shushō » (Sommet nippo-américain : le Premier ministre Abe explique que le Japon conservera son sang-froid sur la question des îles Senkaku), *Asahi Shimbun*, 22 février 2013, <http://www.asahi.com/international/reuters/RTR201302230015.html>.

Peut-on dire que la rencontre au sommet entre les deux hommes ait été une franche réussite ? Si le Premier ministre japonais s'est félicité de sa bonne entente avec le Président Obama<sup>6</sup> et a déclaré que son désir de consolider l'alliance en avait été renforcé, certains experts ont pu considérer la rencontre au sommet comme un échec. C'est le cas de Magosaki Ukeru, écrivain et ancien haut fonctionnaire au sein du Gaimushō (ministère des Affaires étrangères), qui n'hésite pas à qualifier la visite d'Abe Shinzō aux États-Unis de véritable humiliation pour le Japon<sup>7</sup>. L'attitude des responsables politiques américains vis-à-vis chef de gouvernement en est, selon lui, la principale raison. Selon l'ancien diplomate, la visite du dirigeant d'un pays allié n'est pas censée constituer un événement anodin dans les relations internationales. Une visite de cette nature aurait supposé que le Premier ministre japonais, invité de marque, soit convié à prononcer un discours devant le Congrès à l'issue de sa rencontre avec le président des États-Unis, afin d'évoquer l'importance des relations nippo-américaines. Magosaki rappelle que la Présidente sud-coréenne Park Geun-Hye, elle, a eu droit à cet égard lors de sa visite à Washington en mai 2013. Abe Shinzō, pour sa part, s'est contenté de prononcer un discours lors d'une conférence dénuée de caractère officiel, dont le public était notamment composé d'anciens hauts fonctionnaires des Départements d'État et de la Défense américains, à l'instar de John J. Hamre (directeur du CSIS) et Richard

---

<sup>6</sup> « Obama Bei-Daitōryō to aishō atta. Shushō, shinrai kankei kōchiku ni jishin fukameru » (Le courant est bien passé avec le Président américain Obama. La confiance du Premier ministre est renforcée pour la construction d'une relation de confiance mutuelle), *Asahi Shimbun*, 25 février 2013, <http://www.asahi.com/shimen/articles/TKY201302240371.html>.

<sup>7</sup> Magosaki Ukeru, « Beikoku ni Kanzen ni koke ni sareteiru Abe gaikō » (La diplomatie Abe humiliée par les États-Unis), *Nikkan Gendai Channel*, 17 mai 2013, <http://ch.nicovideo.jp/nk-gendai/blomaga/ar232211>.

Lee Armitage<sup>8</sup>, alors qu'aucun membre de l'administration Obama ne s'était déplacé.

Pour Magosaki, le Premier ministre japonais a littéralement été snobé par les membres de l'administration Obama<sup>9</sup> : il explique cette situation par la réputation déplorable qu'Abe Shinzō se serait forgée auprès des démocrates américains au cours de son premier mandat en 2007, en tenant des propos controversés sur la question historique des femmes de réconfort<sup>10</sup>. Peter Ennis (correspondant du *Tōyō Keizai Shimbun* à New York) confirme la thèse de Magosaki Ukeru, affirmant que si Barack Obama et son administration avaient bien accueilli le retour du Japon en tant qu'allié fidèle des États-Unis, Abe Shinzō, en tant que personnalité politique, n'était pas forcément considéré comme le bienvenu<sup>11</sup>. Toutefois, Magosaki et Ennis ne contestent pas au Premier ministre japonais la retenue dont il a fait preuve lors de sa visite à Washington : Abe s'est abstenu de tenir un discours ouvertement hostile à la Chine en rappelant que celle-ci demeurerait un partenaire incontournable du Japon dans la région Asie-Pacifique malgré le différend territorial qui oppose les deux pays, et s'est gardé de

toute allusion historique maladroite qui aurait pu contrarier son hôte. Mais son image de « faucon » dans le paysage politique japonais est persistante. Pour Daniel Sneider, directeur-adjoint du Centre de recherche Asie-Pacifique à l'université de Stanford, les antécédents du Premier ministre du Japon sur les questions historiques ont nourri un sentiment de profonde méfiance parmi les actuels dirigeants américains. Selon l'universitaire, ces derniers redoutent qu'Abe provoque, sur la base de considérations idéologiques, des tensions inutiles avec la Chine (un partenaire économique que les États-Unis considèrent comme un acteur autrement plus influent que le Japon en Asie orientale) et la Corée du sud (également alliée des États-Unis), mettant ainsi en péril les intérêts américains dans la région. Par conséquent, les États-Unis souhaiteraient que le Japon d'Abe Shinzō demeure un allié « docile », et se refusent à le traiter comme leur « égal » dans la mesure où il risquerait davantage, dans ce cas de figure, de constituer un facteur de nuisance<sup>12</sup>.

L'attitude distante de l'administration Obama explique sans doute la précipitation dont Abe Shinzō a fait preuve, dès son retour au Japon, en exprimant sa volonté d'accélérer le processus d'application de certaines lignes phares de sa politique de renforcement de l'alliance nippo-américaine :

1. La révision de la Constitution japonaise et de son article 9 afin de permettre au Japon d'exercer son droit de défense collective ;
2. Le transfert de la base aérienne de Futenma (principale installation militaire américaine dans l'île d'Okinawa) vers

---

<sup>8</sup> Ce néoconservateur est d'ailleurs réputé pour considérer le Japon davantage comme un vassal que comme un allié des États-Unis.

<sup>9</sup> Généralement, une conférence de presse conjointe est organisée en présence des deux chefs d'État à l'issue d'une rencontre au sommet. Ce ne fut pas le cas pour celle qui a réuni Abe et Obama.

<sup>10</sup> On rappellera qu'à la suite de la déclaration d'Abe mettant en doute le fait que les femmes de réconfort ont été forcées de l'être, le Sénat américain, sur l'initiative de sénateurs démocrates, avait adopté une loi condamnant les propos du Premier ministre japonais, contraignant ce dernier à présenter aussitôt des excuses officielles.

<sup>11</sup> Peter Ennis, « Abe hōbei ga daiseikō toha ienai riyū » (Les raisons qui font que la visite d'Abe aux États-Unis n'est pas une grande réussite), *Tōyō Keizai Online*, 13 mars 2013, <http://toyokeizai.net/articles/-/13248>.

<sup>12</sup> Peter Ennis, « Amerika ha taitō na nichibeikankei ni kyōmi nashi : Sutanfōdo daigaku Danieru Sunaidā ni kiku » (Questions à Daniel Sneider de l'université de Stanford : les États-Unis ne sont pas intéressés par des relations nippo-américaines fondées sur l'égalité), *Tōyō Keizai Online*, 14 février 2013, <http://toyokeizai.net/articles/-/12903>.

le site de Henoko<sup>13</sup> ;

3. La participation prochaine du Japon aux négociations d'adhésion à l'accord de libre-échange ou partenariat trans-Pacifique (Trans-Pacific Partnership).

Face aux provocations répétées<sup>14</sup> de la Chine dans l'espace maritime des îles Senkaku/Diaoyu, on peut aisément comprendre qu'Abe Shinzō ait désespérément ressenti le besoin de gagner la confiance des dirigeants américains en multipliant les gestes de bonne volonté envers ces derniers. Dans un premier temps, il convient de passer en revue ces gestes en question dans leur ordre chronologique, puis d'étudier les récentes controverses qui ont laissé craindre, à l'inverse, une nette régression des relations nippo-américaines.

### **Des efforts de séduction minés par des polémiques liées à l'Histoire**

Le Premier ministre japonais a surpris nombre de ses compatriotes en faisant part, le 15 mars 2013, de l'intention de son gouvernement de participer aux négociations d'adhésion au TPP, alors même qu'il avait déclaré durant les élections législatives qu'il prendrait tout le temps nécessaire pour considérer les intérêts des diverses industries nationales (à l'instar de l'automobile) avant d'entamer toute forme de discussion. Peter Ennis avait plus ou moins prévu un tel scénario : Abe Shinzō, même s'il souhaitait probablement attendre le résultat des prochaines élections sénatoriales avant de prendre la moindre décision, n'aurait pas d'autres choix que d'accélérer l'intégration japonaise au TPP afin de répondre aux attentes stratégiques des États-Unis, le TPP

<sup>13</sup> Situé à la périphérie de la municipalité de Nago, à Okinawa.

<sup>14</sup> Celles-ci, qui se traduisent par l'envoi continu de navires de surveillance dans les eaux des Senkaku, ne faiblissent pas, malgré la discrétion des médias japonais sur cette question depuis le retour au pouvoir du PLD.

ayant le double but de renforcer l'influence économique américaine dans la région Asie-Pacifique et de former, grâce à des alliances, un cordon sanitaire autour du rival chinois. Mais surtout, il s'agissait pour Abe de démontrer auprès de l'opinion japonaise qu'il était l'homme de la situation pour donner une nouvelle dimension à une alliance nippo-américaine affaiblie par le PDJ au pouvoir de 2009 à 2012.

Cependant, Ennis doute de la capacité réelle du Premier ministre à réformer efficacement la législation douanière japonaise en conformité avec le TPP (si cette procédure mettait du temps à se réaliser, cela comporterait le risque d'irriter l'allié américain dont la patience est relativement limitée) et à résister aux pressions des groupes d'intérêts japonais farouchement opposés au traité de libre-échange<sup>15</sup>. Cette déclaration, en effet, a eu pour conséquence immédiate de radicaliser le monde agricole japonais<sup>16</sup> : ce dernier redoute un renforcement de la concurrence américaine et australienne qui lui serait fatal. Le *lovecall* économique d'Abe lancé en direction des États-Unis ne fait visiblement pas l'unanimité au Japon. Si le Premier ministre a l'intention de renouer les liens économiques avec l'allié américain, il lui faudra franchir certains obstacles pour réaliser ce dessein.

Le 22 mars 2013, un nouvel événement a suscité surprise et incompréhension : les médias japonais ont rapporté la demande adressée par le Bōeishō (ministère de la

<sup>15</sup> Peter Ennis, « Abe hōbei ga daiseikō toha ienai riyū » (« Les raisons qui font que la visite d'Abe aux États-Unis n'est pas une grande réussite »), *Tōyō Keizai Online*, 13 mars 2013, <http://toyokeizai.net/articles/-/13248?page=2>.

<sup>16</sup> Des manifestations hebdomadaires ainsi que des campagnes d'information auprès des citoyens japonais sont, depuis, organisées pour dénoncer le TPP, notamment à Hokkaidō, où l'agriculture demeure le principal secteur économique de la région.



Défense) à l'actuel gouverneur d'Okinawa, Nakaima Hirokazu, pour préparer l'aménagement du site de Henoko, non loin de la municipalité de Nago, afin de réaliser le transfert de la base aérienne américaine de Futenma. Cette dernière est la base américaine la plus importante d'Okinawa, mais elle est également réputée être la plus dangereuse, car située au milieu de zones habitées. L'hypothèse d'un accident au cours d'un exercice militaire – ce qui est déjà arrivé à de multiples reprises par le passé, même si le nombre de victimes parmi les civils est resté jusqu'ici assez limité – suscite donc de sérieuses inquiétudes.

La question de la base de Futenma a longtemps été considérée comme un thème sensible entre le Japon et les États-Unis. Un accord avait été trouvé entre les deux pays en 1996 pour la restitution d'une partie de l'aérodrome au Japon, mais l'essentiel de la base a été maintenu. Le site de Henoko avait été cité à plusieurs reprises comme future destination potentielle des installations militaires américaines, mais le transfert n'avait jamais été réalisé, les habitants d'Okinawa réclamant un transfert de la base hors de l'archipel. À travers cette décision, le gouvernement Abe semblerait donc s'être décidé à passer outre leur volonté. La demande du Bōeishō a été accueillie avec déception et scepticisme : le gouverneur d'Okinawa, Nakaima Hirokazu, qui a pourtant la réputation d'être conciliant à l'égard du gouvernement japonais au sujet de la présence des bases américaines, a jugé la décision de Tokyo « incompréhensible<sup>17</sup> » et s'est réservé le droit d'y réfléchir avant de donner sa réponse. Quelle que soit la conclusion qu'en tirera ce

---

<sup>17</sup> « Nakaima chiji : Rikai dekinai. Henoko umetate shinsei » (Le gouverneur Nakaima à propos de la demande d'aménagement de Henoko : incompréhensible), *Asahi Shimbun*, 22 mars 2013, <http://www.asahi.com/politics/update/0322/SEB201303220016.html>

dernier, le gouvernement Abe semble vouloir régler définitivement la question de la base de Futenma en permettant aux États-Unis de maintenir leurs forces armées dans cette région à l'importance stratégique<sup>18</sup>.

Puis, le 10 avril 2013, Abe Shinzō et le codirigeant du Parti de la restauration, Hashimoto Tōru, se sont entendus sur une coopération entre leurs partis respectifs pour faire de la modification de l'article 96 de la Constitution japonaise<sup>19</sup> une priorité politique lors des prochaines élections sénatoriales<sup>20</sup>. Le but de cette entente est d'assouplir considérablement la procédure de révision de la Constitution, qui nécessite aujourd'hui d'obtenir une majorité de plus des deux tiers des voix exprimées au cours d'un vote à la Chambre basse et au Sénat. Le gouvernement japonais souhaite ainsi faciliter la révision du texte, et plus particulièrement celle du fameux article 9 qui interdit le recours du Japon à la force armée, en la conditionnant à la réunion d'une majorité simple au Parlement. S'il est

---

<sup>18</sup> Cela a toujours été l'argument du gouvernement japonais pour justifier le maintien des bases américaines à Okinawa.

<sup>19</sup> L'article 96 établit les modalités de révision de la Constitution : toute modification du texte est conditionnée par l'obtention d'une majorité de plus des deux tiers des voix exprimées au cours d'un vote au sein de la Chambre des représentants et du Sénat, puis par l'obtention de la majorité absolue des voix exprimées à l'issue d'un vote populaire (exprimées lors d'un référendum ou d'élections à échelle nationale). Le gouvernement Abe souhaite simplifier cette procédure en remplaçant la règle actuelle par celle de l'obtention de la majorité simple. Toutefois, afin de pouvoir y parvenir, le PLD devra surmonter les conditions actuellement prévues par l'article 96.

<sup>20</sup> « Kenpō kaisei : Ji-I, 96 jō kaiken icchi. Abe shushō to Hashimoto-shi kaidan » (Révision de la Constitution : accord entre le PLD et le Parti de la restauration sur la modification de l'article 96 à l'issue de la rencontre entre le Premier ministre Abe et M. Hashimoto), *Mainichi Shimbun*, 11 avril 2013, <http://mainichi.jp/select/news/20130411ddm002010103000c.html>.

vrai que la lourdeur procédurale de la révision constitutionnelle a toujours été débattue, l'idée d'une révision conditionnée par l'obtention de la majorité simple des voix a provoqué une levée de boucliers de la part des principaux partis d'opposition, PDJ et partis de gauche en tête, qui dénoncent une atteinte à la démocratie. Sur la chaîne nationale NHK, la députée du PDJ Tsujimoto Kiyomi a vivement critiqué le projet d'Abe Shinzō qui, selon elle, n'est pas certain de pouvoir obtenir la révision de l'article 9 malgré le soutien du Parti de la restauration et du Parti pour tous, de sorte que le Premier ministre n'hésiterait pas à tricher pour obtenir le résultat recherché. Pour elle, l'attitude de ce dernier s'apparente à celle d'une équipe de football qui demande à l'arbitre de changer les règles du jeu pour éviter de perdre un match.

Si l'on peut douter du caractère approprié de l'allégorie footballistique employée par Tsujimoto pour décrire la situation, sa crainte des dérives qu'entraînerait une modification aussi radicale de l'article 96 n'est pas sans fondements. Le passage d'une extrême rigidité constitutionnelle à une souplesse exceptionnelle risque en effet de conduire à une instabilité constitutionnelle provoquée par des révisions systématiques du texte. Pourtant, Abe Shinzō a besoin de mettre tous les atouts de son côté pour mener à bien la révision de l'article 9 de la Constitution et dès lors permettre au Japon d'exercer son droit de défense collective<sup>21</sup>, qui autoriserait les Forces d'autodéfense (ou future *Armée de défense*, comme il envisage de nommer celles-ci) à participer plus activement aux opérations militaires conjointes avec les États-Unis. Comme le Kōmeitō, pourtant traditionnel allié du PLD, est favorable au maintien de l'article 9 sous sa forme pacifiste actuelle, il s'agit sans doute de la principale raison qui a incité Abe

<sup>21</sup> Le Japon dispose légalement de ce droit, mais ne peut l'exercer du fait que l'article 9 de sa Constitution lui interdit le recours à la force armée.

à faire de l'assouplissement de la procédure de révision constitutionnelle sa priorité pour les prochaines élections sénatoriales.

De l'étude de ces trois initiatives du gouvernement Abe, on peut conclure que ce dernier est décidé à accomplir des gestes forts en direction des États-Unis, afin de leur montrer son souci de reconstruire l'alliance nippo-américaine sur des bases solides. Mais ses propres efforts pour reconquérir l'allié américain, Abe Shinzō les a sans doute sérieusement compromis en donnant libre cours à ses réflexes nationalistes : la visite de 168 députés du Parti libéral-démocrate et du Vice-Premier ministre Asō Tarō au sanctuaire Yasukuni<sup>22</sup> en avril 2013, a ravivé les tensions entre Tokyo, Séoul et Pékin, comme le craignaient les autorités américaines. Comme si cela ne suffisait pas, le Premier ministre lui-même a déclaré, le 23 avril, au cours d'une séance de questions-réponses au Sénat, qu'il n'existait pas de critères suffisamment solides d'un point de vue académique et international pour qualifier d'« invasion » la présence de l'Armée impériale en Corée du Sud et en Chine durant l'occupation japonaise. On aurait pu s'attendre à ce qu'Abe patiente jusqu'à la fin des élections sénatoriales avant de se lancer dans de telles déclarations. Mais, au vu du soutien dont il dispose actuellement au sein de l'opinion publique japonaise, la tentation a peut-être été trop forte. Tandis que la presse américaine a sévèrement condamné les propos d'Abe<sup>23</sup>, l'administration Obama

<sup>22</sup> Haut lieu de la religion shintō, dans lequel reposent les âmes des soldats japonais tombés au champ d'honneur durant la Seconde Guerre mondiale. Il est l'objet de tension entre le Japon et ses voisins chinois et sud-coréen, du fait que les noms de criminels de guerre japonais figurent sur la liste honorant la mémoire des combattants.

<sup>23</sup> « Bei kara mita rekishi mondai to Hashimoto hatsugen » (« Les questions historiques et les déclarations de Hashimoto vues des États-Unis »), *Asahi Shimbun*, 24 mai 2013, <http://www.asahi.com/international/articles/TKY201305240380>.

s'est abstenue de tout commentaire.

Toutefois, l'événement récent qui a crispé les relations entre le Japon et les États-Unis n'est autre que la déclaration fracassante, en mai 2013, de Hashimoto Tōru. Celui-ci a estimé que le recours aux femmes de réconfort durant la Seconde Guerre Mondiale était un mal nécessaire pour maintenir une certaine discipline au sein de l'Armée impériale et pour « évacuer » la pression subie par soldats japonais. Le maire d'Osaka a, dans le même temps, révélé qu'il avait suggéré à un responsable militaire américain, lors d'une récente visite à Okinawa, d'inciter ses soldats à fréquenter les maisons de divertissement<sup>24</sup> locales afin de mieux contrôler leurs instincts, ce qui constituerait une solution légale aux agressions sexuelles dont ces militaires se rendraient coupables à l'encontre des habitantes de l'île. Selon les dires de Hashimoto, son interlocuteur serait resté figé après avoir entendu ces mots et aurait refusé de poursuivre cette conversation. Une réaction qui n'est guère étonnante quand on sait que le maire d'Osaka n'est pas connu pour s'adresser à ses interlocuteurs de manière policée. Pourtant, ni le gouvernement Abe, ni Hashimoto lui-même ne semblent avoir anticipé la violence de la réaction des autorités américaines à cette déclaration. Les condamnations en série ne se sont pas faites attendre : le porte-parole du département de la Défense a qualifié les suggestions présentées par Hashimoto au responsable militaire américain de « grotesques et humiliantes<sup>25</sup> ».

[html?ref=reca.](#)

<sup>24</sup> Celles-ci ont été qualifiées de « bordels » par la majorité des médias occidentaux. L'utilisation de ce terme est incorrecte dans la mesure où la prostitution est légalement prohibée au Japon, même s'il faut admettre que les activités pratiquées dans certains de ces établissements sont assez opaques.

<sup>25</sup> « Beikoku bōshōhō : bakageteiru. Hashimoto-shi no fūzokugyō hatsugen ni » (Le Département américain de la Défense qualifie de grotesques les propos de

La porte-parole du département d'État américain, Jen Psaki, a dénoncé des « propos outrageants et offensants » à l'encontre des femmes de réconfort<sup>26</sup>, et a exhorté les responsables politiques japonais à œuvrer pour créer un climat d'apaisement avec ses voisins sur les questions historiques. Cette mise en garde visait le maire d'Osaka, mais aussi le gouvernement Abe et les députés du PLD, car ces derniers s'étaient très majoritairement contentés de reprocher à Hashimoto d'avoir mal choisi le moment pour s'exprimer sur un tel sujet. L'exaspération des responsables du PLD peut se comprendre d'un point de vue électoral : le tollé provoqué par Hashimoto au sein de l'opinion publique japonaise a sérieusement compromis les chances que le gouvernement Abe bénéficie des voix du Parti de la restauration au Sénat en vue de réviser l'article 96 de la Constitution. Un vote sanction des électeurs à l'encontre du parti codirigé par Hashimoto et Ishihara Shintarō modifierait alors les plans du PLD, en le contraignant à viser à lui seul l'obtention de près des deux tiers des sièges à la Chambre haute lors des prochaines élections sénatoriales.

Cette réaction décalée des libéraux-démocrates s'est traduite par une ferme condamnation sur la forme et non sur le fond, éloignée de celle attendue par les États-Unis. Elle incite l'allié américain à suspecter l'ensemble de la classe dirigeante japonaise de partager les opinions de Hashimoto sur la question des femmes de réconfort ainsi que sur l'idée que ce dernier se fait de la présence des soldats américains à Okinawa. Suivant l'exemple du maire d'Osaka qui a aussitôt présenté ses excuses officielles aux Américains, Abe Shinzō s'est également rétracté dans une interview accordée à la

M. Hashimoto sur l'industrie du divertissement), *Asahi Shimbun*, 14 mai 2013, <http://www.asahi.com/international/update/0514/TKY201305130521.html>.

<sup>26</sup> U.S Department of State : <http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2013/05/209511.htm#JAPAN>.

revue américaine *Foreign Affairs* le 17 mai 2013 : « Je n'ai jamais prétendu une seule fois que le Japon n'avait pas envahi (ses voisins)... il s'agit d'un sujet dont l'étude doit être menée par les historiens... Notre pays, dans le passé, a infligé de nombreux dommages et d'importantes souffrances aux peuples de divers pays, plus particulièrement en Asie... »<sup>27</sup>. Il a aussi rappelé que le Japon avait, jusqu'ici, continué à présenter ses regrets les plus profonds. Mais à l'aune de son discours du 23 avril, on peut se demander si Premier ministre adhère réellement à la ligne officielle de repentance japonaise. Alors qu'il prétendait œuvrer pour la reconstruction de l'alliance nippo-américaine, Abe Shinzō peut aujourd'hui se targuer d'être en partie responsable d'une détérioration des rapports entre le Japon et les États-Unis, plus préoccupante que celle qu'on a connue sous le gouvernement démocrate de Hatoyama Yukio.

Enfin, au-delà du débat sur les questions historiques que la polémique Hashimoto a ranimé, cet épisode a eu des conséquences inattendues sur l'état d'esprit des habitants d'Okinawa. En effet, les associations féministes locales se sont faites le plus entendre au Japon pour dénoncer les propos tenus par le maire d'Osaka<sup>28</sup>. Satō Masaru, écrivain et ancien analyste des affaires internationales au sein du Gaimushō, est originaire d'Okinawa par sa mère. Pour lui, les déclarations de Hashimoto Tōru montrent à quel point les élites politiques japonaises méconnaissent le passé douloureux et la situation vécue aujourd'hui par les habitants de l'île. Surtout, ils alimentent la tentation d'une partie de la population de prendre ses distances avec le

Japon métropolitain en faisant usage de la rhétorique séparatiste. Ce thème mérite que l'on s'y attarde davantage car il peut aboutir à une situation qui s'avérerait particulièrement délicate pour le Japon.

### **Okinawa : une tentation séparatiste grandissante**

Au cours d'une émission radiophonique culturelle, *Kunimaru Japan*, Satō Masaru a exposé sa propre analyse de la déclaration du maire d'Osaka sur le comportement des soldats américains à Okinawa<sup>29</sup> : « L'erreur de M. Hashimoto est de ne pas avoir saisi la cause réelle des agressions sexuelles dont sont victimes les habitantes d'Okinawa. Ce dernier, si l'on se fonde sur les propos qu'il a tenus, a l'air de considérer que l'ensemble des soldats américains se livre à ce genre de dérives. C'est faux. Ces agressions sont le fait d'une minorité au sein de l'armée américaine. Dans tout groupement de personnes, dans toute institution, on trouve des individus au comportement douteux. C'est également le cas au sein du Gaimushō, je peux en témoigner... Dans le cas d'Okinawa, la fréquence des agressions dont sont victimes ses habitantes, s'explique par le fait que 74 % des forces armées américaines présentes au Japon sont concentrées dans une région qui ne représente que 0,6 % du territoire national. Cette réalité aberrante, qui n'est autre que le résultat d'une *discrimination structurelle* dont Okinawa fait l'objet, M. Hashimoto ne l'a pas comprise. Pire encore : en avançant l'utilisation des établissements locaux de divertissements comme solution au problème, il a sciemment établi un lien avec les bordels dans lesquels étaient réunies les femmes de réconfort durant la guerre, suggérant implicitement aux femmes d'Okinawa de satisfaire elles-mêmes les besoins de certains soldats en plus d'avoir à supporter la présence des bases américaines

<sup>27</sup> « Shinryaku no teigi shinai : Abe shushō, beishi ni » (Le Premier ministre Abe à une revue américaine : je ne cherche pas à définir la notion d'invasion), *MSN Sankei News*, 17 mai 2013, <http://sankei.jp.msn.com/world/news/130517/amr13051719070006-n1.htm>

<sup>28</sup> « Femmes de réconfort : la passe d'armes nippo-américaine se poursuit », *France 24*, 17 mai 2013.

<sup>29</sup> Emission radiophonique culturelle *Kunimaru Japan*, 17 mai 2013.

dans la région. Dois-je rappeler à M. Hashimoto que les femmes d'Okinawa ont été, pour la plupart, contraintes de se livrer à la prostitution sous l'administration américaine<sup>30</sup> de l'île, afin de permettre à leur famille de survivre dans le contexte de délabrement économique provoqué par la dernière guerre ? Sait-il que certaines de ces femmes ont été tuées par des soldats américains ayant sombré dans la folie une fois revenus traumatisés du Vietnam, sans qu'il n'y ait eu ni poursuites judiciaires ni procès ? Les déclarations de M. Hashimoto ne règlent en rien les problèmes d'Okinawa, elles sont blessantes vis-à-vis des femmes, et nous amènent à nous poser des questions sur le degré d'humanité du personnage... ». Pour l'ancien diplomate, ce genre de dérapage ne fait qu'alimenter une tentation séparatiste grandissante au sein de la population d'Okinawa.

Un événement, passé relativement inaperçu à l'échelle nationale, revêt ici son importance : le 15 mai dernier, la création de l'Institut pour l'indépendance des îles Ryūkyū (*Ryūkyū Dokuritsu Gakkai*) a été officialisée, réunissant à l'occasion des enseignants et chercheurs universitaires originaires de la région. Sur la base de la charte Internationale des droits de l'homme reconnaissant aux peuples le droit à disposer d'eux-mêmes, la position suivante a été adoptée: « Le statut et l'avenir des îles Ryūkyū [appellation traditionnelle de l'archipel d'Okinawa] ne peuvent être décidés que par son peuple ». L'objectif fixé par les membres de cette structure est de mener des recherches académiques sur les divers processus d'indépendance qui ont vu la naissance de nouveaux États à travers le monde, de manière à déterminer les moyens les plus réalistes « d'obtenir l'indépendance vis-à-vis du Japon, expulser les bases américaines

hors de l'archipel, puis de construire des relations d'amitié avec les peuples du monde entier pour que les îles Ryūkyū parviennent à une situation de paix et d'espoir à laquelle elles aspirent depuis de nombreuses années »<sup>31</sup>. Les membres ont invité la population ainsi que les personnalités politiques d'Okinawa à apporter leur soutien à l'institut. Teruya Kantoku, député socialiste de la 2<sup>e</sup> circonscription d'Okinawa, a déjà répondu de manière favorable à cet appel, saluant un tournant décisif vers la « décolonisation » de l'archipel<sup>32</sup>. La presse locale a également applaudi la création de ce *think tank*, rappelant que, jusqu'ici, le thème de l'indépendance d'Okinawa n'avait jamais dépassé le cadre des « discussions de bistrot » (*Izakaya dokuritsu-ron*)<sup>33</sup>.

Un éventuel soutien populaire significatif à l'association restait peu envisageable, un sondage effectué en novembre 2011 auprès de 1 137 habitants d'Okinawa ayant révélé que seulement 4,7 % d'entre eux soutenaient l'idée de l'indépendance de l'île<sup>34</sup> ; cependant, le gouvernement Abe a choisi peu avant, en mars 2013, de célébrer à l'échelle nationale

---

<sup>31</sup> « Ryūkyū Dokuritsu Gakkai wo Setsuritsu. Heiwa na Amayū jitsugen mezasu » (La constitution de l'Institut pour l'indépendance des Ryūkyū : viser la réalisation d'un monde de paix), *Ryūkyū shimpō*, 16 mai 2013, <http://ryukyushimpō.jp/news/storyid-206634-storytopic-1.html>.

<sup>32</sup> « Okinawa, enfin vers l'indépendance vis-à-vis de Yamato », blog de Taruya Kantoku, 1<sup>er</sup> avril 2013.

<sup>33</sup> « Ryūkyū Dokuritsu-kai : sentaku hirogeru kenkyū fukameyo » (Institut de recherche pour l'indépendance des Ryūkyū : approfondir les recherches pour explorer les possibilités), *Ryūkyū shimpō*, 17 mai 2013, <http://ryukyushimpō.jp/news/storyid-206664-storytopic-11.html>.

<sup>34</sup> « Hondo fukki 41 nen : Okinawa, Dokuritsu-ron futatabi » (41 ans après le retour d'Okinawa au Japon, le thème de l'indépendance fait son come-back), *Mainichi Shimbun*, 15 mai 2013, <http://mainichi.jp/select/news/20130515k0000e04024800c.html>.

---

<sup>30</sup> Effectivement, la loi japonaise (et, partant, la prohibition de la prostitution) ne s'appliquait pas officiellement sur l'île, alors sous administration américaine de 1951 à 1972.

la journée du 28 avril<sup>35</sup> comme celle du retour de l'entière souveraineté nationale japonaise (*Shuken Kaifuku no Hi*). Cette décision a provoqué la colère de la population d'Okinawa : si cette date correspond effectivement à la fin de l'occupation du Japon par les États-Unis, elle symbolise également le maintien d'Okinawa sous administration américaine jusqu'en 1972. Cette date est qualifiée par les habitants de l'île de « Jour de l'humiliation » (*Kutsujoku no Hi*). En choisissant cette journée pour célébrer le plein retour à la souveraineté nationale, le gouvernement Abe a envoyé un signal extrêmement maladroit, qui a laissé entendre qu'Okinawa ne faisait pas partie intégrante du Japon. C'est pour cette raison que Nakaima Hirokazu, le gouverneur de l'île, a décidé de ne pas se rendre à la cérémonie officielle. Le 28 avril 2013, une manifestation réunissant près de 10 000 personnes s'est déroulée sur l'île pour désapprouver la célébration de la « Journée de l'humiliation »<sup>36</sup>. Après un tel épisode, l'Institut pour l'indépendance des îles Ryūkyū pourrait rapidement gagner en popularité.

Ces deux évènements nous permettent d'apprécier le moment choisi par le *Quotidien du Peuple*, organe du Parti communiste chinois, pour publier une tribune appelant le Japon à revoir la souveraineté nipponne sur Okinawa<sup>37</sup>. En effet, les îles Senkaku/Diaoyu sont rattachées administrativement à la région, et il est probable que les autorités chinoises

aient étudié la possibilité de tirer profit de l'émergence d'un mouvement séparatiste à Okinawa en contestant l'appartenance de l'archipel au Japon. Pourtant, dans l'hypothèse où les autorités chinoises espèreraient rattacher ce territoire à la Chine d'une manière ou d'une autre, elles feraient face à une résistance tenace. Matsushima Yasukatsu, un des chercheurs à l'origine de la création de l'Institut pour l'indépendance des Ryūkyū, est catégorique : Okinawa n'a jamais fait partie intégrante de la Chine malgré les liens étroits qui les unissaient, rappelant son passé de royaume avant l'annexion japonaise de l'archipel en 1879. L'universitaire affirme que les îles Ryūkyū ne représentent aux yeux des Japonais qu'une colonie qui leur permet de se soulager des contraintes découlant de l'alliance nippo-américaine et que la séparation avec Japon est l'unique moyen de mettre fin à cette *discrimination structurelle* ; mais il pense également que les Ryūkyū ne doivent surtout pas devenir un territoire chinois<sup>38</sup> au regard des traitements infligés par les autorités aux minorités ethniques, Tibétains et Ouïghours. Par ailleurs, la Chine n'a pas intérêt à soutenir ouvertement le mouvement indépendantiste d'Okinawa, sous peine de se mettre dans une situation délicate dans les rapports qui la lient à Taïwan. Elle n'a par conséquent d'autre choix que de clamer sa souveraineté sur l'archipel afin de justifier ses revendications sur les îles Diaoyu/Senkaku.

Satō Masaru suggère quant à lui d'accorder à Okinawa le statut de région autonome. Pour lui, le fossé grandissant entre ses habitants et les responsables politiques japonais fait de ce statut la solution la plus souhaitable afin d'éviter tout scénario qui verrait l'archipel se détacher du Japon. D'autant plus que, si l'on en croit

<sup>35</sup> Le 28 avril 1951, le premier traité de sécurité nippo-américain a été conclu, mettant officiellement fin à l'occupation américaine du Japon.

<sup>36</sup> « Seifu shusai no shuken kaifuku shikiten ni kōgi : Okinawa de ichimannin ga shūkai » (Protestations contre les célébrations de la journée du retour à la souveraineté organisée par le gouvernement : dix mille personnes se sont rassemblées à Okinawa), *Asahi Shimbun*, 28 avril 2013, <http://www.asahi.com/special/news/articles/SEB201304280001.html>.

<sup>37</sup> « La presse chinoise publie un appel à revoir la souveraineté nipponne sur Okinawa », *Lemonde.fr*, 8 mai 2013.

<sup>38</sup> « Okinawa ha Nippon no shokuminchi de aru » (Okinawa est une colonie japonaise), « *Okinawa mondai toha nani ka* » (Qu'appelle-t-on « le problème Okinawa » ?), collection *Fujiwara Shoten*, octobre 2010, p. 48.

l'ancien diplomate, les arguments mettant en doute la capacité d'Okinawa à se prendre seule en charge économiquement ne sont plus d'actualité<sup>39</sup> : « L'image qu'a Tokyo d'Okinawa en tant que région dépendante des retombées économiques de la présence américaine et de l'aide financière du gouvernement japonais est devenue un mythe. Récemment, cette région a fait de nombreux efforts pour développer ses deux principales industries : le tourisme et la production de canne à sucre. De plus, l'espace maritime qu'occupe Okinawa dans les eaux économiques exclusives japonaises est le plus important du pays après celui de la capitale. Ces eaux sont riches en ressources halieutiques et en gaz. Il suffirait juste à l'île de trouver un partenaire qui l'aide à les exploiter efficacement ». Quand on lui demande si l'indépendance d'Okinawa est un scénario vraiment crédible, Satō Masaru répond que, « dans les dernières années de la Guerre froide, les autorités russes n'ont pas pris au sérieux les aspirations séparatistes estoniennes, convaincues de l'incapacité de l'Estonie à se prendre en charge sans la Russie. On a vu le résultat : après l'effondrement de l'Union Soviétique, l'Estonie est devenue un État souverain (...). Un autre exemple : les Russes étaient longtemps persuadés qu'ils ne formaient qu'un seul et même peuple avec les Ukrainiens. Ils se sont aperçus trop tard que ce sentiment n'était pas réciproque. Dans le cas d'Okinawa, il suffirait d'un événement déclencheur majeur pour que le Japon vive une expérience similaire à celle de la Russie ». C'est donc avec une grande attention qu'il conviendra de suivre le prochain transfert de la base américaine de Futenma vers le site de Henoko : ce projet, contraire à la volonté de la majorité des habitants d'Okinawa de transférer la base hors de l'archipel, est également loin de faire l'unanimité au sein du groupe PLD local, et risque fort de se heurter à une farouche opposition. Le résultat des

élections municipales qui seront organisées à Nago en janvier 2014 (le transfert effectif de la base ne pouvant démarrer qu'après le feu vert accordé par le maire de la ville) donnera un plus net aperçu de l'état d'esprit de ses habitants. Selon la tournure que prendront les événements, la situation politique d'Okinawa pourrait plonger dans une confusion révélant encore davantage le fossé qui sépare les dirigeants japonais et la population locale.

## Conclusion

Le Premier ministre Abe, qui s'était juré de reconstruire de manière durable l'alliance nippo-américaine sur une relation d'égal à égal, a réussi par sa ligne politique à obtenir le résultat inverse. De manière plus préoccupante, il a, en tentant de rendre une certaine fierté au Japon par la commémoration de la fin de l'occupation, fait douter les pays de la région de son appartenance à cette dernière. D'autre part, le Premier ministre japonais gagnerait à songer plus sérieusement à des solutions pour alléger le fardeau de la présence militaire américaine à Okinawa. S'il veut prouver que cette île est un territoire japonais à part entière, un des moyens envisageables serait de transférer une partie significative des installations militaires de l'archipel vers le reste du territoire métropolitain en signe de solidarité nationale. Reste à savoir si les autres localités seront prêtes à partager ce fardeau.

<sup>39</sup> Emission radiophonique culturelle *Kunimaru Japan*, 5 avril 2013.



## 2. L'Abénomie, retour de la politique traditionnelle du PLD ou nouvelle sortie de crise ?

– **ADRIENNE SALA**

Depuis son retour au pouvoir à la fin du mois de décembre 2012, le Premier ministre Abe Shinzō a engagé un programme de relance économique composé de trois volets : un assouplissement monétaire, une hausse des investissements et un troisième volet, annoncé au mois de juin dernier, qui consiste en une série de réformes structurelles. Ces Abenomics, nom donné par les médias à la politique économique du gouvernement actuel, ont pour objectif de restaurer la croissance et de rompre ainsi avec les épisodes de déflation chronique qui ont profondément marqué l'économie japonaise durant ces deux dernières décennies. Fer de lance des orientations économiques prises lors du dernier sommet du G20, l'assouplissement monétaire au profit de la croissance a remplacé la rigueur budgétaire<sup>40</sup>. Si les Abenomics font parler d'eux au-delà des frontières de l'archipel, ils représentent dans les faits le douzième plan de relance en dix ans. La question se pose donc de savoir si l'actuel Premier ministre a réellement les moyens de ses ambitions, compte tenu des différents enjeux économiques, politiques, démographiques et sociaux auxquels doit faire face le Japon aujourd'hui.

### La relance, à quel prix ?

L'objectif est simple, la relance à tout prix. Et, pour y arriver, le Premier ministre a choisi

<sup>40</sup> "US should support a trade deal with Japan" (Les Etats-Unis devraient soutenir un accord commercial avec le Japon), *Financial Times*, 23 juillet 2013.

de ne pas lésiner sur les moyens. Le premier volet de ces Abenomics dévoilé le 4 avril dernier consiste en une politique monétaire expansionniste dirigée par le nouveau président de la Banque du Japon, Haruhiko Kuroda, et qualifiée d'audacieuse du fait d'une création monétaire équivalent à environ 60 000 milliards de yens par an. Cette mesure a pour but de ramener une inflation à 2 % après environ deux décennies de déflation.

Le premier résultat du programme d'Abe Shinzō est concluant. Le Nikkei a gagné près de 50 % en valeur depuis le début de l'année 2013 et la dépréciation du yen permet le rétablissement de la balance commerciale nipponne qui était déficitaire en 2012, pour la première fois depuis les années 1980. En effet, à la suite de la crise financière de 2008, le yen a connu une forte revalorisation, étant considéré comme une valeur refuge face au dollar. Son renchérissement a d'autant plus handicapé les entreprises exportatrices sur les marchés européen et américain que celles-ci étaient confrontées aux entreprises concurrentes asiatiques.

Or, la dette japonaise représente plus de 230 % du PIB, et 70 % des nouvelles émissions obligataires sont actuellement achetées par la Banque du Japon, creusant ainsi le bilan de la banque centrale. Le marché obligataire japonais est certes particulier puisque 90 % de la dette est détenue par les ménages japonais et seulement 10 % des titres sont vendus sur les marchés étrangers<sup>41</sup>. Cette particularité nipponne résulte des politiques économiques conduites depuis la période de l'après-guerre, qui encourageaient entre autres l'épargne privée et s'attachaient à préserver une balance commerciale excédentaire ; mais aujourd'hui, la situation a changé. Les taux d'épargne sont

<sup>41</sup> « Abenomikusu seichō senryaku ni shinkokuna rosentairitsu » (La stratégie de croissance des Abenomics : de sérieuses lignes de fracture), *Nikkei Business*, 21 juin 2013.



en baisse constante depuis 1992, en raison notamment du vieillissement de la population, qui utilise l'épargne qu'elle a accumulée antérieurement, ce qui entraîne aussi une baisse du montant total possédé par les fonds de pension. Une épée de Damoclès menace de plus en plus la marge de manœuvre du gouvernement à moyen et long terme, si celui-ci entend poursuivre une politique de croissance financée par le déficit budgétaire.

La politique fiscale de l'actuel gouvernement soulève quelques problèmes. Le Premier ministre doit en effet gérer tout d'abord un délicat équilibre : s'il réduit trop rapidement les dépenses et augmente la taxe à la consommation<sup>42</sup>, les efforts mis en place pour restaurer une inflation à 2 % risquent alors d'être vains. En revanche, un attentisme du gouvernement pour réduire la dette risque d'éroder la confiance des investisseurs étrangers sur le marché obligataire nippon, ce qui risquerait par conséquent d'augmenter le coût de la dette. En 2010, le Premier ministre Kan Naoto avait rendu publique sa volonté de réduire le déficit budgétaire, mais Abe Shinzō a, au contraire, reporté à plus tard cette décision pour se concentrer sur la croissance. Cette décision permet ainsi au gouvernement de mettre en place le second volet de sa politique économique, qui projette d'injecter un stimulus fiscal de 13 100 milliards de yens (soit environ 106 milliards d'euros) destinés à financer des investissements dans les travaux publics ainsi que dans l'innovation<sup>43</sup>.

Depuis l'éclatement de la bulle et l'entrée dans la « décennie perdue » (1992-2002), les mesures de relance financées par la dette se sont succédé, sans apporter de véritable reprise économique sur le long terme, à l'exception de la timide croissance de 2002 à

<sup>42</sup> Augmentation annuelle progressive votée pendant le mandat du précédent Premier ministre, Noda Yoshihiko.

<sup>43</sup> « Le Japon tente la relance à tout prix », *Le Monde économique*, 9 avril 2013.

2008, à laquelle la crise des *subprimes* a mis un terme brutal. La politique d'investissement prônée par Abe Shinzō se distingue néanmoins des précédents gouvernements en ne ciblant pas seulement le financement des travaux publics, spécificité récurrente des politiques économiques suivies par le PLD, mais en choisissant d'encourager l'innovation. Elle favorise par exemple les partenariats pour la recherche et le développement entre le milieu académique universitaire et les grandes entreprises. Cette démarche s'inscrit dans la continuité d'un programme de stimulation de l'innovation et de l'entrepreneuriat parrainé par le ministère de l'Éducation depuis 2005.

### « Abenomics » : quelle libéralisation, et pour quel marché de l'emploi ?

Il apparaît donc plus approprié d'analyser les mesures qui composent les Abenomics à la suite des politiques économiques d'inspiration néolibérale mises en place par le gouvernement Koizumi (2001-2006). En effet, cette grille de lecture permet de mieux comprendre le troisième volet de la politique économique d'Abe, exposé en juin dernier, qui se décompose en une série de réformes structurelles dont le but est de restaurer la croissance de l'économie japonaise sur le long terme.

Les principales réformes annoncent, entre autres, la libéralisation des secteurs pharmaceutique, agricole et énergétique, longtemps maintenus à l'abri de la concurrence étrangère aux dépens d'une moindre compétitivité des entreprises japonaises. Les élections sénatoriales de juillet ont toutefois contraint le gouvernement à limiter l'annonce du contenu de ces réformes pour ne pas perdre le soutien des groupes d'intérêt traditionnellement alliés au PLD : les agriculteurs, les médecins et les entreprises du secteur privé<sup>44</sup>. La nouvelle majorité que

<sup>44</sup> « The Third Arrow of Abenomics » (La troisième flèche des Abenomics), *The Economist*, 15 juin 2013.

le PLD détient à la Chambre haute depuis le 21 juillet donne ainsi une marge de manœuvre de trois années au moins à l'actuel gouvernement pour « rétablir le rayonnement économique du Japon » (*nihon wo modosu*).

Les réformes structurelles ciblent également le marché du travail japonais. L'exhortation à élever le niveau de rémunération des salariés, adressée aux grandes entreprises par le Premier ministre, a reçu en contrepartie la demande réitérée, par ces dernières, de plus de flexibilité sur la législation appliquée aux licenciements<sup>45</sup>. En effet, la garantie d'emploi qui constitue l'un des fondements du compromis social d'après-guerre repose en particulier sur des contraintes légales coûteuses destinées à éviter le recours aux licenciements. Les premières mesures de dérégulation du marché du travail ont été lancées par le gouvernement Koizumi avec le vote de la loi sur le travail temporaire (2005). Ainsi, en période de faible croissance, les entreprises gèlent les nouvelles embauches et ont recours en période de reprise de l'activité aux contrats temporaires, ce qui explique pourquoi l'entrée sur le marché du travail des jeunes est devenue, en fonction des années, plus ou moins instable et précaire.

Par ailleurs, les entreprises n'ont pas augmenté le niveau des salaires depuis près de quinze ans, ce qu'elles justifient comme la répercussion du manque de flexibilité auquel elles se heurtent dans leur gestion des ressources humaines. Cette stagnation des salaires s'est pourtant maintenue malgré la reprise économique des années 2002 à 2008<sup>46</sup>. Celle-ci ayant été principalement tirée par les exportations, la crise financière mondiale a eu depuis un impact considérable sur la croissance japonaise.

---

<sup>45</sup> *Mainichi Shimbun*, 25 juillet 2013.

<sup>46</sup> OECD, *Annual Report on Japanese Economy*, 2007.

Les acteurs attendent donc de voir si la politique économique d'Abe parvient à relever le niveau des salaires et à augmenter ainsi la consommation des ménages sur le marché intérieur. En effet, les stratégies de relance économique se sont poursuivies presque chaque année de la décennie 2000 sans résultat concluant et le PIB a presque continuellement baissé. La majorité des mesures économiques visaient le renforcement de la compétitivité des entreprises, en ciblant principalement l'appareil productif et en mettant par conséquent de côté la relance par la demande. Comme le modèle économique japonais repose essentiellement sur son modèle productif, cela représente l'un des facteurs de la difficile reprise économique depuis près de vingt ans. Le potentiel de croissance, en ne tenant compte que des moyens de production, ne représente ainsi que 1%<sup>47</sup>. En outre, l'environnement économique des dernières années tire vers le bas ce potentiel de croissance déjà très faible en l'absence d'une politique des revenus.

On rappellera à ce sujet que la consommation des ménages dépend de deux facteurs, les revenus et le moral des consommateurs, sachant que ce dernier dépend largement de la hausse des revenus. Il est par conséquent nécessaire que la hausse des profits des entreprises soit redistribuée aux ménages, par le biais d'une hausse des salaires et des emplois. Par ailleurs, la baisse numérique de la population active japonaise a des effets inévitables sur la baisse du nombre de consommateurs, d'où l'hésitation des entreprises japonaises à investir sur le marché domestique. La question est donc de savoir si le Premier ministre actuel a suffisamment d'influence et d'autorité pour faire accepter

---

<sup>47</sup> “Abenomikusu ‘seichōsenryaku’ tsugi ha minkan no dekiranda” (la “stratégie de croissance” des Abenomics, bientôt au tour du secteur privé d'entrer en jeu) *Mizuho sōgōkenkyūjō seisakuchōsabun* (*Mizuho Research Institute, section des enquêtes sur les politiques publiques*), 1<sup>er</sup> juillet 2013.

une hausse des salaires par les grandes entreprises, au prix sans doute d'une baisse de l'impôt sur les sociétés, de manière à contenir les mouvements de plus en plus nombreux de délocalisation et de fusion-acquisition des groupes japonais.

Le Japon doit de la sorte faire face à de nombreux enjeux qui relèvent à la fois des affaires intérieures et de la politique extérieure. Parmi ces défis, il est possible de citer l'insertion sur le marché du travail des femmes et des jeunes dans un contexte à la fois de délocalisation et de baisse de la population active, ainsi que le problème de la restructuration des industries manufacturières japonaises. La politique d'ouverture du Japon se traduit par différentes mesures qui répondent aux enjeux extérieurs du pays, comme l'augmentation des investissements japonais en Asie du Sud-est pour éviter une trop grande dépendance au marché chinois ou le partenariat trans-Pacifique, ainsi qu'une reprise des politiques qui comptent développer le tourisme en profitant de l'essor des classes moyennes dans les pays asiatiques voisins.

Enfin, Abe Shinzō a exprimé sa volonté d'attirer davantage d'entreprises étrangères pour investir au Japon, suscitant le mécontentement d'une partie des entreprises du Keidanren, opposées à un plus grand droit de regard accordé aux investisseurs étrangers. La politique économique d'Abe risque en effet de rencontrer des oppositions, voire de susciter des tensions au sein de groupes de soutien traditionnels du PLD qui, pour bon nombre d'entre eux, restent attachés au modèle capitaliste japonais de l'après-guerre.

Ainsi, la question reste posée de savoir quelle sera la marge d'action dont va pouvoir disposer l'actuel gouvernement pour mettre en place l'ensemble des Abenomics, restaurer une croissance durable et réussir alors le tour de force devant lequel les gouvernements

précédents ont échoué : redonner un nouveau souffle au capitalisme nippon.

## POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

### 3. Entretien avec HONDA Etsurō,

**« Les enjeux au cœur des Abenomics. Pour un scénario de renaissance économique commençant par un « changement de régime » [Abenomikusu no kakushin. 'rejimu chenji' de hajimatta nihonkeizaifukkatsushinario], Gaikō vol.18, avril 2013, pp. 34-43. Traduction de Sophie Buhnik, avec la relecture de Nicolas Morishita.**

*Diplômé de la faculté de droit de l'université de Tokyo, âgé de 58 ans, Honda Etsurō a commencé sa carrière au ministère des Finances en 1978. Il a successivement été détaché aux États-Unis, représentant du Japon à la Banque européenne de reconstruction et de développement, avant de travailler, entre autres, au secrétariat du cabinet du ministère des Finances (direction de l'évaluation des politiques publiques). Il est professeur à l'université préfectorale de Shizuoka depuis avril 2012. Spécialiste en politique monétaire, en système monétaire et en finance internationale, il est conseiller du cabinet du Premier ministre au sein du gouvernement Abe Shinzō II.*

**Quelles conditions préalables à une croissance de 2 % ?**

**Gaikō :** Nous aimerions en savoir un peu plus sur les enjeux au cœur des Abenomics. Relâchement audacieux de la politique monétaire (*quantitative easing*), plan de relance, réformes économiques pour assurer la croissance : à quel moment Abe Shinzō a-t-il déterminé que ces trois objectifs deviendraient ses « trois flèches » ?

**E. Honda :** Je ne sais pas quand il l'a décidé exactement, mais en ce qui concerne la première de ses trois flèches, qui vise à sortir le pays de la déflation chronique (grâce à une politique monétaire audacieuse), il est possible qu'il l'ait conçue durant mon séjour à Londres (de 2008 à 2011). En juillet 2011, en effet, au

moment où je l'ai rencontré juste après mon retour de Londres, Abe Shinzō m'a dit que « l'économie du Japon sera[it] radicalement altérée si nous ne sort[ions] pas de la déflation d'une manière ou d'une autre ». Quand je l'ai revu par la suite à plusieurs reprises, nous avons discuté des moyens de susciter l'intérêt du peuple pour une politique ambitieuse de relâchement monétaire rompant avec la déflation, en leur en expliquant les ressorts.

J'ai dit à ce moment-là qu'en vue du « changement de régime » qu'implique un changement de politique monétaire, il serait important d'avoir du peuple la certitude qu'il anticipe la croissance et l'inflation. Il ne s'agit pas de s'adapter à un contexte déflationniste, mais de diriger la Banque du Japon activement, pour (...) lutter contre la déflation. À cette fin, il est impossible de se contenter de « relâchement monétaire » à petites doses, comme la Banque du Japon l'a fait jusque-là. L'engagement de la Banque du Japon à acheter des obligations d'État « sans limite », en particulier des obligations émises à long terme, jusqu'à la réalisation de l'objectif de 2 % d'inflation, aurait un effet d'annonce indispensable (...). Alors allons vers un changement de régime en achetant « sans limite » des obligations d'État. C'est ce que j'ai effectivement déclaré, soulignant que des mots-clés aussi brefs et clairs que possible seraient efficaces. Bien sûr, à la source de mes idées se trouvait M. Abe en personne, qui a répondu que « cela [était] clair, en effet », et c'est devenu la priorité numéro un de son programme électoral à la fin de l'année dernière.

Comme le marché aussi a positivement réagi, avant même qu'une décision ne fût prise, l'espoir suscité par les Abenomics était tel que la montée du yen a été corrigée et les cours de la Bourse ont commencé à remonter. Certes, ce n'est qu'un espoir pour l'instant, mais cette attente mènera à la réalisation d'une inflation

maîtrisée et cela, Abe l'a bien compris.

C'est sur fond de sentiment de crise de l'économie japonaise que les marchés et la population ont réagi. La déflation nous soumet à toutes les distorsions possibles et imaginables. Le produit intérieur brut nominal (PIB) ne peut plus augmenter. Le PIB réel est l'étalon de notre bien-être mais, dans un contexte de déflation, le PIB nominal n'augmente pas. Si le PIB nominal n'augmente pas, nous ne pouvons entrevoir un avenir plus radieux. Dans une économie déflationniste, les ventes des entreprises et les profits décroissent, et les salaires diminuent. Si ces derniers diminuent, le pouvoir d'achat des consommateurs baisse. Le prix des biens de consommation se réduit, affectant en retour les profits des entreprises en un cercle vicieux. La croissance économique nominale, en vertu du sens positif que lui attribuent les êtres humains, exerce une influence marquante sur nos esprits. Une croissance économique modeste fait donc figure de précondition.

En outre, il est indispensable à l'assainissement des finances publiques de sortir de la déflation. Un critère de mesure qui permet de savoir si les finances s'effondrent, ou non, est un élément de ce qu'on appelle de théorème de Domar : si le coefficient qui se définit comme le rapport entre la balance des émissions obligataires et le PIB nominal continue d'augmenter, les finances publiques finissent par s'effondrer. Aujourd'hui, du fait de la baisse du revenu fiscal, la part (du budget) représentée par les obligations augmente, et le PIB diminue en période de déflation. C'est ainsi que le coefficient émissions obligataires/PIB augmente. C'est pourquoi il faut faire croître le PIB. Si on fait croître le PIB, les revenus de la taxe augmentent : c'est le moyen le plus rapide d'assurer un rétablissement financier – bien sûr, en réexaminant aussi les dépenses annuelles. Le plus important est d'entraîner une augmentation du revenu des taxes.

## Compléter les politiques monétaires par la relance économique

**Gaikō** : La balance de la dette publique s'élèvera à 855 trillions [1 trillion = 1 000 milliards] de yens l'an prochain. Si l'on se place alors du point de vue de la discipline budgétaire, il faut se diriger plus vite vers une sortie de la crise déflationniste. À cet effet, vous avez procédé une fois de plus à une hausse de la dépense publique. En pratique, voyez-vous quand cette relance se mettra en route ?

**E. Honda** : La dépense publique étant une forme de mise sous perfusion, on ne peut pas la poursuivre indéfiniment. Même si les investissements publics ont des effets qui, deux ou trois ans plus tard, développent l'économie en démultipliant la demande, ces effets retombent ensuite rapidement (...). Si l'on fait des investissements publics pour améliorer le climat des affaires, il faut renouveler ces investissements chaque année, c'est pourquoi je pense que le soutien de long terme à l'économie doit être confié à la politique monétaire.

Pour parler plus concrètement, en augmentant les investissements publics, les taux d'intérêt montent dans un système de marché de change flottant, ce qui conduit à une montée de la valeur du yen. Avec la revalorisation du yen, le volume des exportations japonaises ne grossira pas. Cela relève du modèle de Mundell-Fleming : dans un régime de change flottant, la relance par les finances publiques, comparée à la politique monétaire, a des effets limités. Pour mettre en œuvre des politiques financières efficaces, si l'on ne prend pas des mesures de relâchement monétaire drastique au même moment (...), celles-ci resteront sans effets. Parmi les économistes aujourd'hui, fait consensus l'idée de prendre des mesures d'amélioration du climat des affaires en se concentrant sur la politique monétaire dans un

régime de change flottant, et en s'interdisant de s'appuyer sur la relance par la dépense.

Quant à la relance économique, elle joue aussi trois rôles. En premier lieu, c'est une fonction propre de l'État que de fournir des biens publics : on a parlé de l'entretien des infrastructures et des ouvrages de protection contre les risques sismiques (...), soit une fonction première de dépenses publiques pour offrir un environnement plus hospitalier à la société japonaise. Dans un second temps, elle a une fonction de soutien aux affaires en relation avec l'effet démultiplicateur dont nous avons parlé plus haut, et en lien avec cela, sa troisième fonction est de stimuler l'investissement privé. Pour ce qui est de la relance économique poussée aujourd'hui par les Abenomics, l'accent a été mis sur sa première fonction.

Ainsi, comme la probabilité qu'un désastre de très grande ampleur survienne est forte dans les régions du Tōkai<sup>48</sup> et du Nankai<sup>49</sup>, il est essentiel de renforcer le territoire, et d'entretenir les autoroutes et tunnels construits du temps de la Haute Croissance et qui sont aujourd'hui décrépits. Bien sûr, à cette fonction primaire de fourniture de biens publics s'ajoute cet effet démultiplicateur qui servira à combler « l'écart déflationniste » (*defure gyappu*). Si, au final, la sortie de la déflation est principalement réalisée par les politiques de relâchement monétaire, la politique de relance par la dépense a un solide effet compensatoire, à mon sens.

---

<sup>48</sup> Une région aux limites informelles centrée autour de l'aire métropolitaine de Nagoya, s'étendant sur les départements de Shizuoka, Aichi, Gifu et Mie.

<sup>49</sup> L'expression Nankai désigne principalement tout ou partie des départements situés au sud de la conurbation Kobe-Osaka-Kyoto, voisines de la faille sous-marine du Nankai, au large de l'île de Honshū. Ces régions sont très exposées à un risque sismique majeur lié aux mouvements de cette faille.

## Réfuter l'argument de l'hyperinflation

**Gaikō** : À l'heure de la mondialisation, les conditions de la souveraineté monétaire changent fondamentalement, à la différence de celles qui caractérisaient la période de Haute Croissance. En outre, dans un monde où les flux internationaux de capitaux et de devises ont prodigieusement augmenté, certains avancent que le *quantitative easing* est inefficace. À ceux qui craignent le risque d'hyperinflation, que répondez-vous ?

**E. Honda** : Il est évident qu'il n'existe pas de politique ne comportant pas de risques. Cependant, il y a quelque chose qui ne va pas dans l'attitude consistant à trop souligner les risques. Les résultats d'une déflation qu'on a laissés filer pendant quinze ans sont terribles à voir [...].

En ce qui concerne le risque que vous évoquez, premièrement, il y a des gens qui se posent la question de la charge financière accrue provoquée par l'augmentation des taux d'intérêt des bons du Trésor. Pour parler techniquement, le montant des taux d'intérêt sur les bons du Trésor, autrement dit, le taux d'intérêt nominal (qui additionne l'inflation attendue et les taux d'intérêt réels), va élever le taux d'inflation attendu à 2 %. [...] Ce faisant, ceux qui craignent la montée des taux d'intérêt de la dette japonaise affirment que l'augmentation du taux d'intérêt nominal est concomitante de la montée du taux d'inflation attendu. Avec la hausse du taux nominal, le montant du paiement des intérêts (la charge) de la dette s'accroît. En conséquence, ils affirment que l'effondrement financier est proche, mais cela n'est pas vrai ; aujourd'hui, l'écart déflationniste existe toujours, et puisqu'on se lance résolument dans une politique de relâchement monétaire, il faut contenir autant que possible l'augmentation du taux nominal. Et même s'il ne restera pas stable, le taux d'intérêt nominal de la dette

n'augmenta pas autant que le taux d'inflation. Il en résulte que le taux d'intérêt réel baisse et que l'investissement est stimulé.

Dans un second temps, on peut entendre des critiques souligner que la Banque du Japon a beau fournir des fonds, dans un marché des capitaux dynamique ouvert à l'international, comme les investissements s'en vont à l'étranger sous la forme de *capital venture* et ne se tournent pas vers des investissements à l'intérieur du pays. Ces fonds ne serviraient donc pas à sortir le Japon de la déflation. Mais, afin d'utiliser les fonds en yens que la Banque du Japon produit pour spéculer et investir à l'étranger, il faut les échanger contre des devises étrangères telles que le dollar, de sorte que la valeur du yen s'affaiblit. Or, une telle correction du yen est nécessaire pour stimuler les entreprises japonaises et en finir avec la déflation.

Troisièmement, on critique la possibilité que l'opération de rachat massif de bons du trésor par la Banque du Japon ne fasse perdre de vue toute discipline financière : soit les taux d'intérêt bondiraient, soit naîtrait une hyperinflation allant bien au-delà de l'inflation modérée de l'ordre de 2% escomptée. Néanmoins, l'objectif de 2 % d'inflation est établi précisément pour que cette éventualité ne se produise pas. Lorsque l'objectif de 2 % d'inflation sera atteint, on se tournera cette fois vers un resserrement monétaire. Cette décision relève de la Banque du Japon en tant que matrice des politiques monétaires.

**Gaikō** : C'est un fait, certes, que l'attente de la croissance est soutenue, mais elle ne prend pas encore la forme d'investissement en capital par le management des entreprises. Si la croissance se matérialisait, l'investissement en capital des entreprises augmenterait-il ? Qu'est-ce qu'il faudrait pour que les investissements privés reprennent ?

**E. Honda** : C'est une bonne question, car le malentendu semble généralisé [...]. Tout d'abord, que peut faire la Banque du Japon, pour encourager l'attente de la croissance, en se demandant quel processus suivre ? Des opérations d'achat. En particulier de bons du trésor et, selon les cas, d'acheter des actifs à risque de type ETF (*exchange-traded fund*) ou J-REIT (Japan - Real Estate Investment Trust). En les achetant, où ira ce prix d'achat ? Ils seront transférés sur les comptes courants que les institutions financières possèdent auprès de la Banque du Japon. La balance des comptes courants des institutions financières s'accroîtra. Les institutions financières travaillent en observant cette balance des comptes courants. [...] La Banque du Japon a beau accroître sa base monétaire par l'achat soit de bons du Trésor soit d'obligations d'entreprise, il n'y a pas au préalable d'argent transféré à partir des banques privées. Il n'est donc pas possible de sortir ainsi de la déflation, selon la théorie de la Banque du Japon.

Mais si on regarde ce qui émerge en pratique, au même titre que les institutions financières, l'attente de l'inflation naît parmi les investisseurs professionnels tels que les *fund managers*. Les investisseurs professionnels commencent à adopter des comportements d'investissement en se fondant sur une perspective de croissance, et le marché réagit.

Quant au marché des actifs financiers, si on se demande qui réagira en premier, ce seront le marché des changes puis la Bourse, et un peu plus tard celui des actifs immobiliers, qui s'éveilleront. Un yen bas revigorera la rentabilité des entreprises exportatrices. Si les industries dépendant des importations sont désavantagées, les profits des entreprises de substitution aux importations vont également s'améliorer.

En conséquence, les entreprises exportatrices et celles qui rivalisent avec les entreprises qui importent au Japon, de même que les entreprises qui leur sont affiliées (fournisseurs) verront leurs profits augmenter. C'est pour cela que les perspectives futures sont devenues plus optimistes. Cela se remarque déjà en observant les volumes d'investissement en capital. Ils vont ensuite croître le nombre de recrutements et de salariés à temps plein et ensuite, la hausse des salaires de base se diffusera. Tout au long de ce processus, quoique avec un léger retard, les salaires réels commenceront à augmenter. Et j'estime qu'avec l'élévation des salaires, la consommation se développe à son tour, et les prix à la consommation vont lentement monter.

En relation avec cela, comme la baisse progressive du yen fait monter les prix en yens des importations de pétrole et de matières premières, la crainte qu'une hausse des prix des biens de consommation sans rehaussement des salaires ne touche directement les ménages, se répand aussi. Il est certain que le début d'un renchérissement des prix de l'essence a été rapporté dans les médias. Cela signifie une inflation causée par la montée du coût des produits manufacturés, que l'on appelle *cost push inflation* (...). Si l'on regarde l'économie japonaise dans son ensemble, les moyens d'améliorer la rentabilité des entreprises grâce à la baisse du yen sont les plus larges, et contribueront d'une manière ou d'une autre à la montée des salaires.

Pour qu'une inflation modérée de 2 % se matérialise, le processus mentionné jusqu'ici est nécessaire ; dans un récent document de coopération entre la Banque du Japon et l'État, il est écrit que « le taux d'inflation de 2 % doit être réalisé au plus vite », mais en combien de temps, cela n'a pas été clairement écrit. [...]



## Deux ans pour sortir de la déflation

**Gaikō** : « Aussi vite que possible », concrètement, cela représente combien d'années selon vous ?

**E. Honda** : À titre personnel, je pense que cela prendra deux ans. Si l'engagement de la Banque du Japon est plus fort que prévu, ce délai se raccourcira. [...]

**Gaikō** : En fixant un objectif de sortie de crise en deux ans, à quel rythme voyez-vous les dérégulations et les réformes structurelles progresser ?

**E. Honda** : C'est facile à comprendre dans les industries où il y a déjà un excès de la demande, par exemple dans le domaine de la santé et des soins, ainsi que des garderies pour enfants. Comme la régulation des entrées est stricte, faciliter l'entrée dans les lieux où la fourniture de ces services ne couvre pas encore la demande est un moyen d'accélérer la satisfaction de la demande. Par ailleurs les règlements d'urbanisme, par exemple le coefficient d'occupation des sols, pourraient être assouplis pour attirer immédiatement la demande.

À l'inverse, en général, lorsqu'on libéralise les affaires dans un contexte où les marchés se replient sous l'effet de la déflation, des résistances liées aux intérêts personnels des entreprises déjà sur le marché apparaissent. Il n'est pas bon de prendre des mesures de dérégulation si l'on n'est pas déjà sorti de la déflation, c'est ce que de nombreux exemples antérieurs nous apprennent.

## La loi sur la Banque du Japon (Bank of Japan Act) : une révision indispensable

**Gaikō** : Mais il a été dit que, durant son premier mandat, le Premier ministre a regretté que des relaxations monétaires n'aient pas

été continuellement prises pour sortir de la déflation.

**E. Honda** : Je pense qu'il a eu raison. En mars 2006, en dépit d'une déflation persistante, pourquoi a-t-on annulé l'assouplissement quantitatif ? Le Premier ministre lui-même en a parlé comme de « son plus grand regret ». « Si l'on avait persévéré dans cette politique d'assouplissement, nous serions sortis de la déflation un an après », a-t-il dit. C'est sûrement cela qui a donné naissance aux Abenomics.

Comme des politiques se donnant l'inflation pour objectif n'ont pas été prises, dès que le taux de croissance excédait 0 %, et lorsque les cours de la Bourse remontaient, la Banque du Japon stoppait les mesures d'assouplissement monétaire. C'est probablement à cause de la peur laissée par la bulle.

La Banque du Japon a une tendance à s'en tenir à une logique bien à elle :

1. La Banque du Japon n'a pas le pouvoir de contrôler la masse monétaire ;
2. Ensuite, le vieillissement et la faible natalité de la société japonaise font diminuer la part de la population en âge de travailler, ce qui influence négativement les perspectives de croissance et, de ce fait, provoque la déflation. C'est pourquoi les politiques monétaires ne peuvent briser la déflation à elles seules ;
3. Troisièmement, la Banque du Japon a beau augmenter de tant la base monétaire, comme le financement des entreprises n'augmente pas, la déflation continue.

Ces trois points formant le dogme de la Banque du Japon sont incessamment répétés. Avec ce ressassement de plus en plus frénétique, les espoirs d'une croissance sur les marchés

sont étouffés. La Banque du Japon en est hautement responsable.

Or, face à la Banque du Japon, il n'y a pas de contre-pouvoir naturel. Dans le cas des autorités, par exemple, les hommes politiques exercent leur vigilance sur les politiques du gouvernement. Ils ont une relation tendue avec l'électorat car, s'ils échouent, ils perdent leur siège. La Banque du Japon, sous le régime de l'ancienne loi bancaire, était quant à elle dans une relation tendue avec le ministère des Finances. Depuis que la nouvelle loi de 1998 l'a rendue totalement indépendante, la relation s'est apaisée. Or, j'ai entendu dire que le ministère des Finances, pris à cette époque dans un scandale de « copinage » et de collusion avec les secteurs qu'ils administrait, s'est vu bridé et, n'a pu exprimer une opinion solide au moment de la réforme de la loi bancaire.

Voilà pourquoi je pense que l'on doit revenir à la figure originelle de la loi bancaire. En effet, les critiques disant que l'on viole la neutralité de la Banque du Japon sont sans fondement. Tout d'abord, il faut dans la loi une définition de ce qu'est « la neutralité de la Banque du Japon ». Sans la définir, le Premier ministre ne fait que suggérer « un objectif de 2 % d'inflation », et des critiques hors de propos sur « la violation de neutralité » se font jour. Il s'agit d'un débat stérile.

**Gaikō** : Donc, vous proposez de revenir à la loi bancaire antérieure.

**E. Honda** : Non, je ne demande pas un retour *ab ante*, parce que l'ancienne loi bancaire a été promulguée durant la guerre. Afin de soutenir l'effort de guerre, le texte de la loi disposait que la Banque du Japon était entièrement sous la supervision du cabinet du ministère des Finances et que, si nécessaire, elle pourvoyait aux dépenses de guerre grâce à ses fonds. Il n'est pas question de restaurer cela.

Dans la loi bancaire actuelle, il est seulement écrit que la Banque du Japon a trois missions : la régulation monétaire, le maintien en ordre du système financier et l'émission de la monnaie. Il est écrit que le contrôle de la devise, ou bien l'esprit (*rinen*) de ses politiques monétaires, consiste dans « la stabilité des prix à la consommation ». Mais que signifie plus précisément le mot « esprit » ? À tout le moins, ce n'est pas un terme juridique. Si cela l'était, c'est plutôt le mot « objectif » (*mokuteki*) que je désirerais employer. « Esprit » relève plutôt du langage philosophique ou littéraire. Il n'implique pas de responsabilité. Le terme d'objectif en revanche implique des responsabilités. Sur le plan légal, les prérogatives et les pouvoirs doivent toujours être sous-tendus par des responsabilités. En conséquence, il devrait être écrit dans la loi que les objectifs assumés par la Banque du Japon sont la « stabilité des prix à la consommation », et dans la mesure où cela ne nuit pas à cette stabilité, « la maximisation de l'emploi ». En outre, il devrait être spécifié dans la loi que le contenu concret de la « stabilité des prix à la consommation » est un principe que le gouvernement établit dans la loi après délibération avec la Banque du Japon. Par exemple, l'objectif de l'inflation est un sujet que le gouvernement doit décider en assumant la responsabilité. D'un autre côté, les parlementaires et le gouvernement n'ont pas à intervenir dans la question de savoir comment on parvient à cet objectif fixé : il la confie à la Banque du Japon. Voilà où se trouve sa véritable indépendance.

C'est seulement après avoir posé cela, que le « taux d'inflation de 2 % » sera atteint. Les gouvernements dotés d'une légitimité démocratique assument ce critère mondial de 2 %. Mais ils ont pour principe de ne pas intervenir dans la mission qu'ils confient à leur banque centrale (...).

## **Pour un ajournement de la hausse de la TVA**

**Gaikō** : Et comment anticipez-vous le rehaussement progressif de la taxe sur la valeur ajoutée (en avril 2013) ?

**E. Honda** : Et bien, dans un contexte de déflation, j'aurais pour principe de ne pas l'augmenter, et de ne pas l'augmenter jusqu'à ce que les 2 % déjà mentionnés soient atteints. Comme je pense que l'on n'aura pas atteint ce seuil en avril, si l'on réfléchissait vraiment à l'état de l'économie japonaise, n'en conclurait-on pas qu'il faut différer le rehaussement de cette taxe ? Renforçons d'abord l'économie japonaise. Puisque les finances sont une partie du tout systémique formé par l'économie du Japon, si on améliore l'économie et la société dans son ensemble, cette partie du système ira naturellement en s'améliorant. Si l'on sort de la déflation et que l'environnement des affaires s'améliore, les revenus que l'on tire des taxes augmenteront, et le solde primaire (*primary balance*) s'améliorera. En ne s'intéressant qu'à la partie fiscale de ce système, on échouera certainement.

On a beau augmenter la taxe à un moment où les entreprises et les affaires piétinent, les recettes perçues sur cette taxe baissent : comme l'expérience du Japon lors de la dernière hausse de la TVA en 1997, et celle de l'Espagne durant la crise de l'euro nous le montrent, on ne peut douter qu'il est préférable d'attendre que l'économie redémarre avant d'augmenter une taxe, ce qui aura alors des retombées fiscales plus positives.

## **Le TPP, une épée à double tranchant**

**Gaikō** : Pour finir – car cela est lié à la stratégie de croissance du gouvernement, l'accord de partenariat trans-Pacifique (TPP) est-il indispensable ?

**E. Honda** : Je ne le trouve pas indispensable. Dans un contexte de déflation, en particulier, le TPP va permettre l'introduction de larges quantités de produits importés à bas prix, et si l'expansion des entreprises japonaises à l'international peut être favorisée dans ce cadre, à l'intérieur, on perdrait des emplois, et du fait de la baisse conséquente des revenus, on peut craindre que la déflation ne s'approfondisse. En outre, la compétition internationale entre entreprises s'intensifie, et le nombre d'entreprises japonaises en faillite augmentant tout comme le nombre de chômeurs avec la déflation, il devient difficile de retrouver du travail du fait de la réduction de la demande : en d'autres termes, le coût des restructurations industrielles entraînées est beaucoup trop grand, et la possibilité d'une aggravation de la déflation est plus élevée de ce fait.

Il faut considérer deux aspects principaux de la participation au TPP. Il y a en premier lieu la dimension de la défense et de la sécurité. Pour que le Japon résiste à la menace venue de Chine et de Corée du Nord, on doit intégrer un groupe de démocraties en Asie-Pacifique axé sur l'alliance nippo-américaine. En ce sens, le choix de participer au TPP est peut-être inévitable.

Mais l'autre aspect qu'il faut considérer réside dans la protection de la démocratie japonaise (...), fondée sur ses traditions, ses conventions et sa culture. Si l'on participe au TPP, l'harmonisation des règles des échanges entre les pays participants nécessite l'abolition des barrières non tarifaires. Si les champs des lois décidées hors du Japon ne font que s'étendre, la démocratie japonaise en sera ébranlée. Cela se manifeste en particulier dans le champ de la limitation et de la protection contre les importations de produits génétiquement modifiés. Ici, il faut sérieusement mener un débat national.

Afin que les négociations relatives au TPP ne ruinent pas les intérêts nationaux, il est nécessaire de se préparer à de dures négociations d'un bout à l'autre.



#### 4. Entretien avec YACHI SHŌTARŌ,

**« Au cœur de la stratégie diplomatique d'Abe. Conclure une alliance avec une Asie partageant des valeurs et une philosophie communes » [Abe senryakugaikō no kakushin – kachikan. Tetsugaku wo kyōyūshi 'Ajia' to gasshōsuru], Gaikō vol. 18, avril 2013, pp. 26-33. Traduction de Sophie Buhnik, avec la relecture de Nicolas Morishita.**

Né en 1944, Yachi Shōtarō a achevé en 1969 un master en droit et sciences politiques à l'université de Tokyo, avant d'entrer au ministère des Affaires étrangères (Gaimushō) en avril de la même année. Après avoir assuré des fonctions au sein du ministère et des missions diplomatiques variées, il prend la direction du bureau de la politique extérieure (Foreign Policy Bureau) puis devient sous-secrétaire d'État (vice-ministre) aux Affaires étrangères lors du premier gouvernement Abe (2006-2007). Ayant pris sa retraite, il enseigne actuellement au centre de recherche sur les relations nippo-américaines à Waseda (Waseda University Organization for Japan-US Studies), tout en étant professeur honoraire à la faculté de sciences politiques de l'université Keiō et conférencier à la faculté de lettres et sciences humaines de l'université de Tokyo. Considéré comme le « cerveau » de la politique extérieure du premier gouvernement Abe, Yachi Shotarō a été rappelé par ce dernier pour jouer le rôle de conseiller spécial de son cabinet.

#### Donner la priorité à l'État de droit

**Gaikō** : Voilà bien plus de deux mois<sup>50</sup> qu'Abe Shinzō a présenté son nouveau gouvernement. Il a commencé à réfléchir à ses choix stratégiques à moyen terme en matière de politique extérieure. Nous avons entendu dire que vous êtes la personne ayant conseillé au Premier ministre de se rendre en Asie du Sud-est pour sa première visite officielle depuis son entrée en fonction, serait-il possible de nous en dire plus sur les raisons de ce choix ?

**S. Yachi** : Je suis convaincu que, pour le Japon, la manière de repenser ses relations avec la superpuissance internationale qu'est devenue la Chine représente le principal nœud de sa politique extérieure. C'est un problème sérieux qui se pose de manière similaire, voire avec encore plus d'acuité, à l'allié du Japon que sont les États-Unis.

La croissance chinoise atteint une moyenne annuelle de 9 % depuis plus de trente ans, et cela fait plus de vingt ans que les dépenses qu'elle consacre au secteur de la défense

<sup>50</sup> L'interview a eu lieu à la fin du mois de février 2013.

connaissent une croissance à deux chiffres (...).

Ensuite, la Chine, qui ne se développe pas sous un ordre international régi par l'Occident, cause des tensions en des lieux variés. Pour parler franchement, elle n'obéit pas à un régime de loi. Du fait d'une conception autocentrée de son rapport au monde, elle n'obéit pas toujours aux lois et aux normes internationales. Par exemple, elle provoque des tensions soit en mer de Chine méridionale (à commencer par ses vues sur les îles Senkaku) ou bien en mer de Chine orientale, ne faisant qu'accroître les craintes des pays concernés.

Le Japon est une nation maritime du Pacifique. Pour lui, un ordre international librement organisé dans l'océan Pacifique est une extrême priorité. Selon cette logique, approfondir le dialogue avec les pays qui considèrent aussi la libre organisation d'un ordre international dans le Pacifique comme une priorité est important, tout comme la recherche d'une compréhension commune de cet ordre. Cependant, la société japonaise d'aujourd'hui concentre son attention sur ses problèmes avec la Chine et la Corée du Sud ; si elle élargit son champ de vision en Asie et dans l'océan Pacifique, elle verrait que le Japon n'y est pas isolé. Qui plus est, elle y partage une philosophie et des valeurs. À cette fin, le Premier ministre Abe, le Vice-Premier ministre Asō et le ministre des Affaires étrangères Kishida ont rendu visite aux pays concernés, et après cela, se sont rendus aux États-Unis pour réaffirmer la force de l'alliance américano-japonaise. Cette action revient sur celle des trois années et trois mois de gouvernement assuré par le Parti démocrate du Japon, qui avait ébranlé l'alliance nippo-américaine.

**Gaikō** : À titre d'exemple, Nakasone Yasuhiro, à un moment où les relations nippo-coréennes s'étaient dégradées, s'est d'abord rendu en Corée du Sud, puis avait volé vers les États-

Unis (...). Si on remonte plus loin dans le temps, Kishi Nobusuke (le grand-père d'Abe Shinzō) avait effectué des visites diplomatiques en Asie du Sud-est avant de se rendre aux États-Unis. Aviez-vous ces faits-là à l'esprit [quand vous avez conseillé Abe Shinzō] ?

**S. Yachi** : À cette époque, le Premier ministre Kishi visita six États d'Asie du Sud-est, puis se rendit aux États-Unis pour négocier la révision du traité de coopération mutuelle et de sécurité passé entre États-Unis et Japon. Pour ainsi dire, le message envoyé aux États-Unis était que « le Japon s'est mis à vivre avec l'Asie ». Dans ces conditions, le Japon qui occupe une place importante en Asie devrait recevoir un traitement plus équitable dans le traité de sécurité). Après être venu aux États-Unis en portant ce message, Kishi Nobusuke effectuera neuf visites diplomatiques dans des pays d'Asie. Le sens stratégique du Premier ministre Kishi se retrouve dans cette diplomatie. Si les conditions diffèrent aujourd'hui, c'est le fait d'avoir une vraie stratégie diplomatique qui demeure essentiel.

Encore une fois, les pays d'Asie du Sud-est ont une conscience aiguë de ce que la Chine représente aujourd'hui. Le Vietnam et les Philippines, entre autres, se disputent avec la Chine des îles en mer de Chine du Sud. Mais ce qui intéresse ces pays, c'est de savoir comment le Japon va gérer le problème des Senkaku. [...] Les États-Unis, qui ont annoncé leur retour en Asie lors du premier mandat d'Obama s'attendent à ce que le Japon assume un rôle et des responsabilités accrus. En ce sens, il est très significatif que le Premier ministre Abe ait rencontré les Premiers ministres des pays d'Asie du Sud-est et qu'ils aient échangé franchement leurs analyses. Du point de vue de ces pays, on se demande si le Japon se rapproche d'eux à cause des problèmes similaires qu'il rencontre avec la Chine à propos des îles Senkaku. Et s'engage-t-il seulement auprès d'eux à cause de cela ?

Donc, ils attendent la participation du Japon à la politique de « retour à l'Asie » (...). Cela signifie qu'il sera capital que le Premier ministre Abe rencontre les chefs de gouvernement d'Asie du Sud-est (...).

### **L'engagement nippo-américain : préférer l'action aux beaux discours**

**Gaikō** : Après cette entrevue au sommet, le Premier ministre a bruyamment déclaré que « l'alliance nippo-américaine était complètement restaurée ». Néanmoins, le problème de la base de Futenma n'est toujours pas résolu. Comment les choses progressent-elles ?

**S. Yachi** : Cela fait désormais seize ou dix-sept ans que le problème de la base de Futenma persiste. Si l'on se place du point de vue américain, on se demande honnêtement ce qui ne va pas. D'un autre côté, pour prouver au président Obama sa détermination à mettre en œuvre une « politique qui décide », le Premier ministre n'a pas eu recours à des discours creux, mais il a clairement expliqué ce qu'il avait fait jusqu'ici et ce qu'il allait faire. Il semble qu'au fond de lui, Obama sache que « le Premier ministre est quelqu'un avec qui on peut parler. Il est confiant et déterminé. Donc, si nous entamons des négociations, des mesures politiques auront des chances d'être prises ». En ce sens, je crois qu'à cette occasion, une confiance entre les deux dirigeants a été établie. [...]

**Gaikō** : La gestion des affaires d'État par le président Obama est empreinte de pragmatisme, il s'attache d'abord aux résultats. La rencontre entre les deux hommes s'est-elle fondée sur cette approche ?

**S. Yachi** : C'était aussi une dimension de cette rencontre. Après avoir démissionné de la fonction de chef du gouvernement cinq ans plus tôt, Abe a pu « recharger ses batteries »

et s'est très bien préparé à la période de sa réélection. Dans l'histoire institutionnelle de l'après-guerre et à l'exception de Yoshida Shigeru, redevenir Premier ministre est extrêmement rare au Japon. Même si l'expérience précédente s'est soldée par un sévère échec, le sentiment d'avoir surmonté cet échec est là. C'est pourquoi je pense qu'Abe envisage un mandat stable sur le long terme ; cependant, il ne conçoit pas de s'accrocher au pouvoir ou de chercher à le conserver par tous les moyens. J'ai l'impression qu'il recherche désormais une sensation d'équilibre, en accord avec (les formes de) ses propres convictions.

**Gaikō** : On a beaucoup écrit sur l'image d'ultranationaliste donnée par le Premier ministre, mais dans les faits, Abe donne plutôt aujourd'hui l'impression de se ranger dans le camp d'un réalisme conservateur ou d'un nationalisme réaliste.

**S. Yachi** : Si l'on parle du type de caractère du chef de l'État, il s'agit d'un homme sérieux, qui n'est pas enclin aux intrigues. Il étudie beaucoup et préfère la clarté de la logique. Il ne cherche pas à obscurcir ses propos en utilisant des circonvolutions et il ne se cache pas derrière des rideaux de fumée. Comme sa logique est claire, il a mené des débats afin de connaître les tenants et les aboutissants des problèmes, et si cela lui a valu une réputation de faucon ou d'homme de droite, je pense qu'il est un homme politique pragmatique.

**Gaikō** : En effet. J'ai même l'impression qu'aujourd'hui, Abe ne verse plus dans l'exaltation qui le caractérisait avant son retour au pouvoir. Par exemple, même les États-Unis s'inquiétaient qu'il ne revienne sur les propos de Kōno<sup>51</sup> sur les femmes de réconfort

---

<sup>51</sup> Il s'agit des excuses officielles présentées en 1993 par le Premier Secrétaire du gouvernement, Yohei Kōno, aux femmes de réconfort.

ou sur la position de Murayama<sup>52</sup>. En a-t-il pris conscience en parlant avec vous (...) ou forme-t-il son jugement lors de discussions où des opinions différentes s'expriment ?

**S. Yachi** : [...] Sur ce point, le Premier ministre a longuement réfléchi à partir de l'expérience de son premier mandat.

De plus, avant les élections, Abe Shinzô était dans l'opposition, et en tant que *challenger*, il devait affûter son raisonnement et souligner les faiblesses de son adversaire (...). Mais, une fois parvenu au pouvoir, et comme il n'est pas un fondamentaliste, je pense qu'Abe gère les affaires en prenant en compte l'ensemble des forces en présence et en pesant le pour et le contre, sans pour autant abandonner ses convictions.

**Gaikō** : Le Premier ministre Nakasone aussi, avant qu'il ne fût élu, était considéré comme un « faucon »<sup>53</sup>. Mais, en réalité, sans se départir de son nationalisme, il a élargi sa coalition au centre et est ainsi resté plus longtemps au pouvoir. Avez-vous le sentiment qu'Abe possède aussi cette capacité à susciter des ralliements ?

**S. Yachi** : C'est ce que le Premier ministre dit aussi ; le projet de révision constitutionnelle est l'idée qui a présidé à la formation du PLD. À mon avis, il jugera bientôt vers quelle formation politique il vaut mieux élargir sa majorité en vue de son projet de révision constitutionnelle : vaut-il mieux réaliser l'unification des droites et des conservateurs ou s'allier aux libéraux et aux hommes de l'aile gauche ? Si l'on s'interroge sur le choix le plus judicieux pour réviser la Constitution, je crois que l'on jugera que c'est l'alliance avec l'aile gauche. [...]

---

<sup>52</sup> Du nom du Premier ministre Murayama Tomiichi qui, le 15 août 1995, a présenté les excuses officielles du Japon pour les crimes commis par son pays en Asie au XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>53</sup> Dans le texte, « urutora-takaha » ou « hard-liner ».

**Gaikō** : Est-ce que cela représente un changement par rapport au premier gouvernement Abe [en 2006-2007] ?

Oui, car il me semble que, durant le premier mandat d'Abe, le *sollen*<sup>54</sup> (ce qui doit être, ce qu'on doit faire) était plus influent. N'est-ce pas cet aspect qu'il reconsidère ? C'est en tout cas ce qu'il dit. Mais je crois qu'il a été un peu trop enthousiaste en disant cela.

**Gaikō** : On a aussi rapporté les craintes suscitées par le premier gouvernement Abe, en raison de sa position sur les prières au sanctuaire Yasukuni. Puisque ce problème est toujours d'actualité, qu'en pensez-vous ? Sur le fond, il prend le chemin d'une « stratégie de l'ambiguïté ».

**S. Yachi** : Sur la question des visites au Yasukuni, le Premier ministre dit que c'est un problème spirituel. Il pense qu'il est inapproprié de lier les hommages rendus aux âmes des soldats morts à des questions de politique intérieure ou étrangère. Plus encore, il est le premier à ne pas souhaiter en faire un problème. Vous parlez d'une « stratégie de l'ambiguïté », mais je crois qu'il ne veut pas se mêler des affaires d'autrui ou d'un pays étranger. Si vous pensez que, pour exprimer ses condoléances ou sa gratitude, il faut inévitablement se rendre au sanctuaire Yasukuni, il me semble que ce n'est pas la question.

**Gaikō** : Mais au quotidien, c'est un fait qu'on peut montrer son affliction ou ses condoléances n'importe où et à n'importe quel moment.

**S. Yachi** : C'est... aussi ce que je pense.

---

<sup>54</sup> En allemand dans le texte.



## **Pour une approche stratégique des accords de partenariat trans-Pacifique (TPP).**

**Gaikō** : Parlons à nouveau de l'adhésion au TPP. Celle-ci a deux visages. Si l'on réfléchit à ses avantages et inconvénients en termes purement économiques (...) et aux manières d'en faire un atout de la stratégie des Abenomics sur le long terme, il ne faut pas oublier l'inclusion de l'Asie du Sud-est en tant que pôle de croissance aux yeux des États-Unis, qui ont annoncé leur retour en Asie. Une seconde vision stratégique du TPP consiste à en faire un instrument de paix. La seconde dimension du TPP est l'aspect stratégique qu'il revêt aux yeux des États-Unis qui ont annoncé leur retour en Asie, y compris l'Asie du Sud Est en tant que pôle de croissance (...).

**S. Yachi** : Je pense qu'il doit y attacher la plus grande importance. D'un côté, il y a le dynamisme économique de l'Asie-Pacifique. C'est une chose que de concevoir le TPP avant tout comme un instrument de libéralisation. Ensuite, c'est l'Amérique qui a commencé à parler de « retour vers l'Asie » depuis le premier mandat du Président Obama. Cependant – et c'est bien dommage, comme cela s'est mal « goupillé » sous le gouvernement Hatoyama, on a cessé d'encourager le « retour vers l'Asie » des États-Unis, et le Japon a été écarté de ses plans de sécurisation de la région. Pour les États-Unis, c'était vraiment regrettable.

À l'origine, l'accord de partenariat trans-Pacifique a été lancé par quatre pays [N.B. : le Chili, la Nouvelle-Zélande, Singapour et Brunei] et est soudainement devenu un enjeu stratégique lorsque les États-Unis s'y sont joints. Afin de s'assurer clairement du « retour vers l'Asie » des États-Unis, il est extrêmement important que le Japon saisisse l'opportunité de remettre en jeu sa participation au TPP.

Troisièmement, c'est devenu un pilier de la stratégie de croissance des Abenomics. C'est

une chance extraordinaire. Bien sûr, il y a divers points qu'il faut traiter du fait de leurs conséquences intérieures telles que ceux qui concernent le secteur agricole, mais si l'on apporte une réponse à ces problèmes, le Japon a aujourd'hui la possibilité de dicter à l'avenir les règles du commerce international. Pour la politique extérieure du Japon, il est nécessaire de développer une prospective stratégique sur le TPP. À partir de maintenant, le Japon a impérativement besoin de renforcer son économie. C'est ce que souhaite la majorité de nos concitoyens. [...]

## **Un problème majeur : une Chine fermée à tout compromis ?**

**Gaikō** : Maintenant que le Japon cherche à développer son rôle en politique étrangère, il se trouve constamment face au leadership tacite de la Chine. Les relations entre le Japon et la Chine se sont dégradées depuis l'époque du premier gouvernement Abe. De quelle manière percevez-vous l'évolution de cette relation avec la Chine ?

**S. Yachi** : Lors de son précédent mandat, M. Abe avait établi une « relation de réciprocité stratégique » (*senryakuteki gokei kankei*) au terme d'une visite éclair. L'atmosphère qui entourait les relations Chine-Japon effectuait alors un virage à 180 degrés. En particulier, tous ceux qui s'étaient rendus à Pékin après la visite officielle d'Abe Shinzō disaient que l'atmosphère avait profondément changé, mais du fait des relations actuelles entre les deux pays, celle qui règne aujourd'hui est mauvaise.

Cette situation tire vraisemblablement son origine du conflit lié aux îles Senkaku. Même si la Chine dit que « c'est le Japon qui a commencé », tant du point de vue historique que du droit international, c'est indubitablement un territoire japonais. Si l'on se fonde sur ce fait, pour le Japon, ce n'est qu'une question

de transfert de propriété privée vers l'État. Il ne s'agit pas de déposséder la Chine d'un territoire sur lequel elle aurait toujours exercé un contrôle effectif.

Si la Chine en vient à de telles extrémités, c'est d'abord à cause de ses problèmes d'approvisionnement énergétique. Il y a ensuite l'enjeu de la sécurisation qui sous-tend sa stratégie maritime, à la lumière duquel la question des Senkaku prend toute sa signification. En troisième lieu, comme elle proclame également ses droits sur Taïwan, elle se trouve dans une situation où elle ne peut pas dire « mais là, c'est différent ». Et en conséquence d'une croissance économique très rapide, les inégalités de revenus augmentent et de nombreux scandales liés à des problèmes de corruption ou environnementaux éclatent. Afin de détourner la colère des citoyens, le Japon est pris à partie. Tapons d'abord là où il est facile de taper, se dit Pékin.

**Gaikō** : Les incursions dans les eaux territoriales japonaises sont devenues une banalité, et des aviateurs se sont introduits dans l'espace aérien (...). J'en retire l'impression qu'une nouvelle phase des relations sino-japonaises a commencé, qu'en pensez-vous ?

**S. Yachi** : Je le pense aussi. La Chine croyait qu'en renforçant *de facto* son contrôle sur les îles, elle entrerait en conflit avec le contrôle du Japon. Cependant, comme le droit international établit qu'il s'agit de territoires japonais (...), c'est l'attitude de la Chine qui est à l'origine du problème des Senkaku (...). Au Japon, l'action des gardes-côtes et des Forces d'autodéfense a été très contrôlée. Durant la rencontre entre les chefs d'État américain et japonais, le président Obama a ainsi dit qu'il avait pris acte du *self-control* du Japon. Et non seulement les États-Unis, mais beaucoup d'autres pays dans le monde ont, je crois, conscience que la Chine agit

impunément, tandis que le Japon se contrôle.

**Gaikō** : Le produit intérieur brut (PIB) de la Chine occupe aujourd'hui le second rang mondial. Du temps du premier gouvernement Abe, les PIB de la Chine et du Japon rivalisaient, mais cette relation a structurellement changé. En outre, les conflits frontaliers sont devenus un enjeu majeur. Quel délai vous donnez-vous pour reprendre les choses en mains, même provisoirement ?

**S. Yachi** : Pour les Senkaku, on ne peut pas facilement prédire les moments où la Chine adoptera une attitude correcte. Cela tient au fonctionnement structurel de la dictature du Parti communiste en Chine. [...]

Par ailleurs, un examen d'ensemble des relations Chine-Japon nous rappelle que la Chine, au rythme où elle va, non seulement creusera l'écart de puissance économique entre le Japon et elle, mais encore continuera de développer sa force militaire. Vu de Chine, on trouvera encore moins de raisons de se contenir face au Japon. En viendraient-ils à déclencher d'eux-mêmes un conflit, les Chinois estiment qu'ils le gagneront. Il n'y a pas de se demander s'ils garderaient leur sang-froid.

Si l'on veut que la retenue et le sang-froid prévalent, on doit alors se demander comment évolueront les relations Chine-États-Unis. La puissance américaine demeure écrasante : si l'essor économique chinois devrait lui permettre de dépasser le PIB des États-Unis à l'horizon 2030, la Chine aura toutes les peines du monde à surpasser les États-Unis en termes d'influence militaire et politique.

Dans l'éventualité où un changement de l'équilibre des forces entre la Chine et les États-Unis surviendrait (...), le choix de la Chine (prendre le chemin de la coopération avec les États-Unis ou, au contraire, aller

vers la confrontation en tentant de mettre en place une *pax sinica*) déterminera à l'avenir l'état des relations entre les deux puissances. Si elle choisit la coopération, la relation au Japon ne se détériorera pas, et j'envisage même une amélioration. Mais si elle préfère la confrontation, ce sera le contraire du fait de l'alliance du Japon avec les États-Unis. Qu'elle aille vers la coopération ou la confrontation, sa relation au Japon changera quoi qu'il arrive.

*Ont contribué à ce numéro :*

**Sophie Buhnik** est géographe et urbaniste, doctorante à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne au sein de l'équipe CRIA (UMR 8504 Géographie-cités).

**Yann Favennec**, doctorant à l'université Paris 7 Denis Diderot, réalise une thèse sur « Les échanges frontaliers contemporains entre le Japon et la Russie extrême-orientale : la voie vers un renouveau des relations russo-japonaises ».

**Nicolas Morishita** est doctorant en géographie, université Lumière- Lyon 2. Il est diplômé d'un master Langues, Cultures et Sociétés du Monde spécialité japonais de l'INALCO.

**Adrienne Sala**, doctorante à l'École des hautes études en sciences sociales, rattachée au Centre de recherches sur le Japon, réalise une thèse sur l'Économie politique de la consommation au Japon – Analyse de la régulation du marché des crédits à la consommation.

La revue *Japan Analysis - La Lettre du Japon* s'est imposé depuis plusieurs années comme un bulletin d'information unique des débats de politique, d'économie et de sécurité qui traversent la société et le monde politique japonais, en les resituant dans leur contexte national et leur arrière-plan historique. En dépassant le cadre de l'actualité quotidienne pour identifier les tendances nouvelles, la revue met à la disposition de ses lecteurs un instrument de réflexion sur les mutations importantes, souvent mal connues, de la troisième économie mondiale.

Des analyses de l'actualité s'accompagnent de transcriptions d'articles de publications académiques japonaises d'horizons variés et présentant la diversité des points de vue et des débats en cours au Japon. S'appuyant sur des sources japonaises, *Japan Analysis* s'efforce ainsi d'offrir aux Français la vision japonaise du Japon.

#### **AUTEURS :**

Sophie Buhnik, CRIA, UMR Géographie-cites, Université Paris 1  
Yann Favennec, Université Paris 7 Denis Diderot  
Adrienne Sala, EHESS

#### **PRODUCTION ET PUBLICATION :**

Revue fondée par Guibourg Delamotte (2004).

Guibourg Delamotte, supervision éditoriale et encadrement  
Sophie Buhnik, direction éditoriale  
Nicolas Morishita, relecture des traductions japonaises  
Olivier Bosc, secrétaire de rédaction  
Florence Biot, directrice exécutive, Asia Centre  
Rozenn Jouannigot, assistante de publication

#### **COMMANDES ET ABONNEMENTS :**

Version brochée :

abonnement / an (TTC) : 54 €

commande par n° (TTC) : 18 € (jusqu'au n°15)

Version électronique sur notre site (archives depuis 2005) :

[www.centreasia.eu/publications/japan-analysis](http://www.centreasia.eu/publications/japan-analysis)

© Asia Centre  
71 boulevard Raspail,  
75006 Paris, France  
[www.centreasia.eu](http://www.centreasia.eu)  
[japananalysis@centreasia.eu](mailto:japananalysis@centreasia.eu)  
ISSN : 1777- 0335